

Participation

Bulletin de l'Association internationale de science politique

Vol. 37, n° 2 – Septembre 2013

IPSA  AISP

Numéro spécial



IPSA  AISP

23rd World Congress of Political Science
23^{ème} Congrès mondial de science politique

Challenges of Contemporary Governance
Les défis de la gouvernance contemporaine

July 19-24 juillet, 2014 ▶ Montréal, Québec - Canada

Participation

IPSA  AISP

COMITÉ EXÉCUTIF DE L'AISP 2012-2014

Présidente
Helen Milner, États-Unis

Président sortant
Leonardo Morlino, Italie

Premier vice-président
Aiji Tanaka, Japon

Vice-présidents
Mikhail Ilyin, Russie
Teresa Sasinska-Klas, Pologne

Autres membres
Gilberto Capano, Italie
Linda Cardinal, Canada
Terrell Carver, Royaume Uni
Vincent Hoffmann-Martinot, France
Hyug Baeg Im, Corée du Sud
Dirk Kotze, Afrique du Sud
Sule Kut, Turquie
Kia Lindroos, Finlande
Francisco José Llera, Espagne
José Alvaro Moisés, Brésil
Hatem M'Rad, Tunisie
Werner J. Patzelt, Allemagne
Diane Pinderhughes, États-Unis

Documentation politique internationale
Paul Godt, Éditeur
Serge Hurtig, Co-éditeur

Revue internationale de science politique
Mark Kesselman, Éditeur
Marian Sawyer, Éditeur

Portail en ligne AISP
Mauro Calise, Éditeur

Président, Comité du programme
du 23^e congrès mondial
Vincent Hoffmann-Martinot, France

Agente de liaison des réseaux de chercheurs
Christl De Landtsheer, Belgique

Coordonnateur des écoles d'été de l'AISP
Dirk Berg-Schlosser, Allemagne

BUREAU DE RÉDACTION

Éditeur
Mikhail Ilyin

Coordonnateur de publication
Mathieu St-Laurent

Graphisme
Gilles Mérineau

Révision linguistique et traduction anglaise
Tom Donovan

Révision linguistique et traduction française
Patrick-Guy Desjardins

Photo de couverture
Description : Palais des congrès de Montréal
Crédit : © Michel Houde

Impression
Impart Litho

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
Septembre 2013
ISSN 0709-6941

SECRÉTARIAT DE L'AISP

Université Concordia
1590, av. Docteur-Penfield,
Bureau 331
Montréal (QC) H3G 1C5
CANADA

T: +1 514 848 8717
F: +1 514 848 4095

info@ipsa.org

www.ipsa.org



À propos

Participation est une publication de l'Association internationale de science politique (AISP) et paraît une fois par année. L'AISP est une organisation scientifique internationale sans but lucratif fondée en 1949 sous les auspices de l'UNESCO. Son objectif est de promouvoir le développement de la science politique. Elle compte plus de 4 000 membres individuels, 100 membres associés et 53 associations nationales et régionales. L'AISP est membre du Conseil International des Sciences Sociales et dispose d'un statut consultatif au sein de l'UNESCO et du Global Development Network.

L'AISP est affiliée à



Partenaires du Secrétariat



Sommaire

Dossiers

- 2 **L'excellence de la science politique mondiale réunie à Montréal**
Vincent HOFFMANN-MARTINOT
- 3 **Lettre du président du comité local d'organisation**
Stéphane PAQUIN
- 4 **Structure du programme du 23^e Congrès mondial de science politique**
- 5 **Le thème du congrès : Les défis de la gouvernance contemporaine**
- 8 **Montréal - Une aventure culturelle estivale**
- 11 **Information pratique pour les voyageurs à destination du Canada**
- 12 **Transport, site et hébergement**
- 13 **Gagnants des prix de l'AISP**
- 14 **Inscription**
- 16 **L'Association canadienne de science politique. Une association centenaire, mais encore jeune**
Alain NOËL
- 18 **La Société québécoise de science politique**
Catherine CÔTÉ

La participation de l'AISP...

- 19 **L'AISP présente au Congrès de la Fédération des sciences humaines à Victoria, Canada**
- 19 **L'AISP à la 54^{ème} Convention annuelle de l'Association des études internationales (ISA)**
- 19 **L'AISP était présente au 81^{ème} congrès annuel de l'ACFAS**
- 20 **Le Projet d'intégrité électorale**
Pippa NORRIS, Richard W. FRANK et Ferran MARTINEZ I COMA
- 22 **Nouvelles des associations nationales**
- 22 **La science politique au Brésil : Développements récents**
Leonardo AVRITZER et Carlos R. S. MILANI
- 27 **Nouvelles des réseaux de chercheurs**



2



3



16



18

Palais des congrès de Montréal



Dossiers

L'excellence de la science politique mondiale réunie à Montréal

Vincent HOFFMANN-MARTINOT

Professeur de science politique et directeur de Sciences Po Bordeaux
Responsable du comité du programme du congrès mondial de 2014



Pardonnez l'image chère à l'auteur bordelais de ces lignes, mais le congrès mondial de science politique qui se tiendra à Montréal en juillet 2014 relèvera sans aucun doute des plus grands millésimes.

Le thème choisi, *Les défis de la gouvernance contemporaine*, ralliera les champs, les intérêts, et les spécialistes les plus divers de la science politique. Il nous permettra de convoquer tout à la fois les approches théoriques les plus récentes comme les recherches empiriques les plus originales, tout en tissant de nombreux liens avec les partenaires non universitaires qui tirent profit de nos travaux : les responsables politiques, administratifs, économiques, socio-culturels comme les citoyens ou les organisations intermédiaires, aux différents niveaux de l'action publique, internationale, nationale ou régionale, et locale. Notre ambition est forte : rassembler le meilleur de la science politique mondiale et transmettre au monde non académique les progrès les plus marquants et les plus innovants de ce que nous produisons autour de ce thème dans nos universités, instituts et organismes de recherche.

Ce lien entre science et société sera pour nous une priorité, que nous déclinons depuis déjà de nombreux mois par l'élaboration d'une politique active de communication et de diffusion auprès des médias nationaux et internationaux des nouvelles approches et

résultats originaux que porte la science politique sur un monde en pleine transformation.

Sous l'autorité de notre présidente, Helen Milner, et de notre comité exécutif, le comité du programme supervise la préparation du Congrès de Montréal, avec le soutien extrêmement professionnel des services du Secrétariat de l'AISP piloté par Guy Lachapelle. Excellence oblige, parmi les milliers de propositions de panels et de communications que nous recevons, seules celles présentant les meilleures garanties de qualité scientifique et de pertinence thématique seront retenues. Le programme est structuré en quatre types de sessions : celles organisées par les comités de recherche, celles du comité local d'organisation, des sessions spéciales, et les sessions générales.

Innovation pour ce congrès, quatre cours intensifs ou *short courses* en méthodes précéderont son ouverture. Ces cours seront organisés en liaison étroite avec les écoles d'été de l'AISP animées par Dirk Berg-Schlosser, et porteront respectivement sur les méthodes configurationnelles, les méthodes expérimentales, le *process tracing* et les méthodes mixtes.

A ce stade de la préparation de cette manifestation majeure, il est crucial pour son bon déroulement que l'ensemble des participants respectent scrupuleusement les conditions et les délais fixés par le Comité de Programme et le Secrétariat. Vous disposez d'un site Internet dédié et performant, qui vous fournit le maximum d'informations sur le congrès, les conditions d'inscription et d'intégration dans le programme définitif. D'un congrès à l'autre, l'AISP n'a de cesse d'assurer une amélioration continue de son déroulement, notamment en faisant évoluer son système d'information et d'inscription au plus près des attentes et des besoins de ses membres. Si jamais vous rencontriez des difficultés quelconques, nous sommes là pour les régler. Une attention et un soutien particuliers seront accordés aux jeunes politologues, notamment femmes, résidant dans des pays économiquement moins développés, afin que leur ticket d'entrée soit le plus accessible possible.

Montréal est une ville littéralement magnifique, pleine de vie, tout à la fois québécoise, multiculturelle et cosmopolite. En 2012 et en 2013, la métropole s'est vu décerner le titre de première destination en Amérique pour l'accueil d'événements associatifs internationaux. Nous aurons la chance de nous réunir en son Palais des Congrès, situé en plein centre de la ville, près de quartiers historiques et culturels tels que le Vieux-Montréal, le quartier chinois et le quartier des spectacles, un site qui compte de très nombreux hôtels et restaurants de qualité, magasins et lieux de distraction. La présence à Montréal des services centraux de l'AISP permet également d'optimiser l'organisation et la bonne marche de ce congrès mondial. Grâce à vous tous, nous comptons bien faire de Montréal une édition particulièrement ambitieuse et réussie du Congrès mondial de science politique !



IPSA AISP

23rd World Congress of Political Science
23^{ème} Congrès mondial de science politique

Challenges of Contemporary Governance
Les défis de la gouvernance contemporaine

July 19-24 juillet, 2014 ▶ Montréal, Québec - Canada



Stéphane PAQUIN

Professeur à l'École nationale d'administration publique
Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en économie politique internationale et comparée (CREPIC)



Lettre du président du comité local d'organisation

Chers collègues,

Le Comité local d'organisation du 23^e Congrès mondial de science politique travaille activement à la préparation des sessions et panels qui se tiendront à Montréal en juillet 2014. Comme nos prédécesseurs l'ont fait avant nous, nous espérons contribuer à l'amélioration constante de cet événement. À cet égard, j'aimerais saluer le travail remarquable qui a été effectué par le Comité organisateur du Congrès de Madrid. La barre est haute!

Le thème principal du prochain congrès portera sur les défis de la gouvernance contemporaine. Notre équipe est particulièrement satisfaite du choix de ce thème, qui devrait mener à des discussions fort intéressantes. Évidemment, le nouveau contexte mondial amène avec lui de nouveaux défis, mais aussi des nouvelles opportunités pour l'action des États. Aujourd'hui, pour demeurer connectés avec les interrogations des sociétés civiles, les politologues doivent essayer de comprendre les nouvelles formes de gouvernances, notamment en lien avec les protestations et les pressions de plus en plus fortes provenant de la rue.

Le débat sur la gouvernance devrait également nous pousser à explorer de nombreux phénomènes contemporains. De plus en plus, les avancées technologiques, mais aussi scientifiques dans des domaines aussi variés de la finance ou la biologie humaine requièrent différentes formes de régulations étatiques. Nous ne devons pas seulement analyser les modifications des politiques de santé ou de l'économie politique internationale, mais également commenter les considérations

éthiques que soulèvent ces transformations. Depuis plus de 30 ans, les pressions sont fortes pour déréglementer et libéraliser les économies. Cependant, on réalise de plus en plus qu'il est important de repenser l'intervention de l'État et de réglementer de nouveau. Il s'agit de tout un défi puisque les États n'ont souvent plus l'expertise pour le faire.

Nous espérons donc que le Congrès de Montréal vous donnera l'opportunité d'apprendre et de participer à ces débats. Fidèles à la tradition de l'AISP, nous avons préservé une formule de congrès qui inclut des Sessions du Thème Principal, des Sessions spéciales et des sessions du Comité Organisateur Local. Notre programme flexible et le thème du congrès devraient permettre aux politologues des différentes sous-disciplines d'être représentés.

Enfin, laissez-moi vous assurer que l'enthousiasme pour notre Congrès dépasse largement les frontières de la communauté canadienne de science politique. Toute la ville de Montréal attend impatiemment vos idées. Nous avons reçu l'appui de tous les milieux. Nous sommes fiers de vous annoncer qu'un des joyaux économiques du Québec sur la scène mondiale, le Cirque du Soleil, présentera un spectacle haut en couleurs lors de notre cérémonie d'ouverture.

Nous sommes persuadés que vous apprécierez la richesse intellectuelle de la prochaine édition du congrès de l'AISP et que vous prendrez plaisir à découvrir les charmes de notre ville.

Au plaisir de vous rencontrer en juillet prochain!

Membres du Comité local d'organisation Congrès mondial de science politique de l'AISP, Montréal 2014

Président:

Stéphane Paquin,
École nationale d'administration publique (ENAP)

Membres du comité:



Linda Cardinal,
Université
d'Ottawa



Catherine Côté,
Université de
Sherbrooke



Alexandre
Couture Gagnon,
École nationale
d'administration
publique (ENAP)



Alain-G. Gagnon,
Université du
Québec à
Montréal
(UQAM)



Guy Laforest,
Université Laval



Antonia Maioni,
Université
McGill



Alain Noël,
Université de
Montréal



Christine
Rothmayr
Allison,
Université de
Montréal



Structure du programme du 23^e Congrès mondial de science politique

Le programme du congrès mondial de science politique ayant lieu à Montréal en 2014 sera divisé en sessions générales telles que décrites ci-dessous :

Sessions sur le thème principal

Les panels et les sessions reliés au thème principal seront regroupés en sept (7) grands domaines. Chaque session sur le thème principal est organisée par un membre du Comité exécutif.

Sessions des réseaux de chercheurs

Chacun des 52 réseaux de chercheurs de l'AISP organise un minimum de deux panels portant sur des sujets reliés à leurs intérêts de recherche. Les membres et les non-membres sont invités à soumettre une communication. Vous pouvez consulter une liste des divers RC, ainsi que leurs intérêts de recherche, sur la page www.ipsa.org, sous la rubrique "Réseaux de chercheurs" (RC).

Comité d'organisation local

Ces sessions seront organisées par le comité d'organisation local et mettront en vedette la science politique canadienne.

Sessions du congrès

Ces sessions seront composées des panels soumis par des individus ou des organisations, et s'inscrivant en dehors des sessions des RC et du comité d'organisation local. Le président du programme supervisera ces sessions.

Toutes les sessions seront tenues dans l'une ou l'autre des langues officielles de l'AISP, soit l'anglais et le français.

Le Palais des congrès de Montréal et la Place Jean-Paul-Riopelle





Le thème du congrès : Les défis de la gouvernance contemporaine

Les politologues sont souvent considérés non seulement comme des analystes du politique, mais également assimilés à de véritables ingénieurs en organisation du pouvoir. La mondialisation réactive leur rôle en entraînant une intensification de la communication et des échanges concernant les questions portant sur la façon dont on peut gouverner les communautés, les sociétés, les nations et le monde. L'ambition de ce congrès mondial de science politique consiste donc à interroger les évolutions contemporaines de la gouvernance confrontée aux principaux défis suivants :

- Les systèmes politiques, économiques et sociaux sont soumis à un processus accéléré de fragmentation qui rend de plus en plus délicates les actions de pilotage global;
- La différenciation des valeurs, attitudes et comportements des acteurs individuels et collectifs entraîne une demande renforcée et diversifiée d'inclusion et de participation;
- Au fur et à mesure que s'élargit la structure de représentation des intérêts, le système de gouvernance se complexifie et devient moins lisible, moins déchiffrable et moins réactif pour les non-initiés;
- L'accroissement du risque d'une détérioration de la qualité démocratique des systèmes politiques qui font face à l'influence et la capacité décisionnelle grandissante de l'expertise technico-administrative;
- Pour un secteur ou un type d'organisation donné, l'analyse comparative et la démarche méthodologique d'expérimentation devraient favoriser une meilleure connaissance de la performance des différentes formes de gouvernance;
- Il est pertinent de se pencher sur les usages et stratégies concurrentielles de valorisation, voire d'imposition, de modèles de gouvernance (au nom par exemple d'une « bonne gouvernance » que revendiquent des institutions internationales).

Face à ces principaux défis, le phénomène à multiples facettes de la gouvernance suppose une approche globale, complète et à plusieurs niveaux: du parti ou de l'association locale à la communauté internationale, en passant par l'intégration régionale ou la régulation d'un secteur économique national. Dans une perspective de science politique résolument ouverte à l'interdisciplinarité, elle doit également permettre la circulation des cadres théoriques et des approches empiriques, applicables au Nord comme au Sud, aux sociétés économiquement développées comme aux pays émergents. L'objectif principal de ce congrès sera de générer le plus grand nombre possible de réponses concrètes et innovantes aux questions des citoyens et de leurs représentants politiques, associatifs et socio-économiques, ainsi que des décideurs politiques et administratifs, qui travaillent en permanence à améliorer la qualité de la gouvernance.

Les principaux sous-thèmes abordés lors de ce congrès seront :

- L'économie politique internationale
- Les relations internationales
- L'analyse de politiques publiques et science administrative
- Les institutions et politiques comparées
- La théorie politique, genre et politique
- Les politiques urbaines et régionales
- Les attitudes et comportements politiques

Description des sous-thèmes

Économie politique internationale

Stéphane Paquin

Le thème principal du Congrès mondial de 2014, « Les défis de la gouvernance contemporaine: comment pouvons-nous améliorer la gouvernance » peut être lié à de nombreuses questions relevant d'économie politique internationale. Tout d'abord, au cours de la dernière décennie, la distribution du pouvoir économique sur le globe a changé. Ce déplacement du pouvoir économique a été évident et significativement impliqué dans l'économie politique internationale. Par exemple, la croissance de l'importance relative de la puissance économique des pays du BRIC, et celle de la Chine en particulier, obligea d'autres pays à prêter attention à la gouvernance mondiale comme à leur propre gouvernance. Également, les crises financières de certains pays de l'UE (la Grèce, l'Italie et l'Espagne, par exemple) ont eu un impact similaire sur la gouvernance contemporaine. De plus, la recherche de gaz de schiste comme nouvelle source d'énergie pourrait changer l'équilibre du pouvoir économique dans les contextes internationaux.

Deuxièmement, la mondialisation apporta sa part d'implication dans les changements de la structure socio-économique et politique. Par exemple, l'augmentation rapide des accords commerciaux bilatéraux ou multilatéraux (comme la ZLE ou le TPP des pays la ceinture du Pacifique) peut avoir une incidence sur la gouvernance internationale comme sur la gouvernance interne de chaque pays concerné.

Troisièmement, la pauvreté a été étalée et l'écart économique s'est accru entre les pays en développement et les pays développés, cela en dépit des efforts d'institutions internationales comme le FMI ou la Banque mondiale, ou plutôt à cause de leurs politiques, comme certains chercheurs l'ont récemment avancé.

Après avoir observé les changements dans l'économie politique internationale mentionnés ci-dessus, nous faisons maintenant face aux questions suivantes. Comment ces changements dans la puissance économique affectent-ils l'économie et la politique mondiale? Comment ces changements façonneront-ils les relations entre les pays développés et en développement? Comment ces changements dans les paramètres économiques internationaux auront-ils un impact sur les politiques de sécurité nationale et la dynamique politique interne des pays concernés? Est-ce que ces puissances émergentes défieront le système existant?

Nous recherchons des articles sur tous les sujets liés à l'économie politique du déplacement des frontières et du remodelage des relations de pouvoir.

Relations internationales

Sule Kut

Cette session est consacrée à des débats sur les défis de/à la gouvernance mondiale. Les principaux domaines seront : l'évolution, les institutions, les fonctions et les perspectives de la gouvernance mondiale de questions transnationales.



Voici un échantillon de questions à explorer dans cette session : la gouvernance mondiale comme défi au système de l'État-nation ; la direction de la gouvernance mondiale au 21^{ème} siècle ; la contribution possible de la gouvernance mondiale à la paix et la prospérité internationales ; l'efficacité et l'inefficacité de la gouvernance mondiale ; la paix régionale et internationale et questions de sécurité impliquant des efforts concertés, de l'initiative de paix multilatérale pour la résolution de conflits aux coalitions internationales d'intervention dans les conflits armés ; les sources transnationales de l'instabilité et de l'insécurité liées aux conditions de vie des plus démunis et les nécessités d'une gouvernance mondiale plus efficace ; le rôle des organisations intergouvernementales dans la gouvernance mondiale ; les mécanismes possibles pour la solution de problèmes de justice mondiale ; les défis que posent les diverses crises économiques, politiques et environnementales à la gouvernance mondiale ; les limites et limitations de l'interdépendance et de la coopération internationale pour gérer les menaces transnationales, du terrorisme aux changements climatiques.

Analyse de politiques publiques et science administrative

Linda Cardinal

Le thème du congrès de Montréal, « les défis de la gouvernance contemporaine », se prête bien au domaine de l'analyse des politiques publiques et à celui des sciences administratives. Les travaux sur la gouvernance se sont multipliés depuis les vingt dernières années et ont suscité de nombreux débats d'ordre normatif, théorique et empirique, sur la valeur heuristique du concept et sa pertinence pour l'analyse des politiques publiques et la compréhension de l'évolution des administrations publiques ou de la gestion publique. L'analyse des différentes modalités de la gouvernance dans le domaine des politiques et de la gestion publiques a aussi donné lieu à des études de cas dans de nombreux secteurs (agriculture, environnement immigration, langue, ressources naturelles, services sociaux, santé, sport, transport). Au débat sur la gouvernance se sont greffés de nouvelles thématiques, comme l'innovation et les savoirs, en plus de contribuer à renouveler les débats sur un ensemble d'enjeux comme le leadership organisationnel, la gestion horizontale, les partenariats, l'éthique publique, la délibération démocratique et la participation citoyenne. Que

devons-nous retenir de ces débats pour l'étude des défis de la gouvernance contemporaine? Quels sont les enseignements à tirer des travaux sur la gouvernance dans le domaine de l'analyse des politiques publiques et des sciences administratives? Les propositions de communications pourront porter sur ces questions.

Institutions et politiques comparées

Hatem M'Rad

La gouvernance évoque la nécessité de la redéfinition des institutions politiques en rapport avec la recomposition des acteurs sociaux, la complexité de l'action étatique et les nouveaux défis nationaux, régionaux ou internationaux. Ce mode d'action publique peut contribuer à atténuer l'ingouvernabilité des États modernes et de leurs sociétés, devenus difficiles à gérer selon les modes de pouvoir et les institutions classiques. L'espace public ne se résume plus à la seule figure de l'État, qui, d'ailleurs, perd sa centralité légendaire. Les gouvernements ne gouvernent plus tout le monde et en permanence. Les parlements sont sérieusement concurrencés par les divers organismes consultatifs. Les partis politiques ont vu leur crédibilité entamée par l'essor de la vie associative, des acteurs non étatiques et du cyberspace.

Au fond, la gouvernance est moins un dogme qu'un ensemble de recettes pragmatiques tendant à assurer une coordination entre les institutions politiques classiques et les nouveaux acteurs et groupes de la société civile. Elle est aussi un moyen d'approfondissement de la démocratie. Mais il n'y a pas une perception commune de la pratique de la gouvernance dans les différents États. L'approche comparée permet de relever que les formes de la gouvernance peuvent varier selon les États. Cette approche nous permet d'évaluer les différentes performances des techniques de gouvernance et de les adapter aux différents types d'États. Les États démocratiques, historiquement décentralisés, ont par exemple une meilleure aptitude à la gouvernance - les États centralisés ont souvent un certain déficit en la matière. Par contre, les États autoritaires s'identifient surtout à la mal gouvernance. La question qui se pose est de savoir, face aux nouvelles contraintes de gouvernabilité, comment on peut orienter l'analyse comparée en science politique vers la recherche de meilleures formes de gouvernance, plus adaptées aux nouvelles exigences sociales et institutionnelles.

Les panels concernant de ce thème pourront s'interroger sur les questions suivantes : 1) La gouvernance, un approfondissement du processus démocratique ; 2) Spécificité et représentativité des nouveaux acteurs politiques et sociaux ; 3) Gouvernance et transition démocratique ; 4) Participation citoyenne et orientation des régimes politiques ; 5) Formes de gouvernance et systèmes des partis ; 6) Gouvernance et réformes institutionnelles.





Théorie politique, genre et politique

Kia Lindroos

Du thème principal de la conférence, la variété des approches de la conceptualisation et la compréhension de la gouvernance sera mise en évidence. La gouvernance pourra être comprise ici comme un concept rationnel qui met l'accent sur des questions que soulèvent les interactions entre acteurs étatiques et sociaux ainsi qu'entre les acteurs sociaux eux-mêmes. Cependant, la gouvernance peut aussi être comprise comme un sujet crucial dans la théorie politique, incluant les questions de mauvaise gouvernance, de régimes autoritaires et des défis à la diversité culturelle. Par exemple : comment la diversité contemporaine des groupes culturels, politiques, religieux ou ethniques influe sur les transformations à l'intérieur des États? Quels sont les défis spécifiques que la diversité politique pose aux pratiques gouvernementales?

Un bon gouvernement impliquerait des préoccupations différentes, comme la responsabilité, la transparence, la participation et la primauté du droit. Comment, et par quels moyens, ces attributs forment et reforment la compréhension de la « bonne gouvernance »? Également, la gouvernance est devenue instrumentale aux affaires publiques. Comment la réflexion théorique sur les pratiques de gouvernance questionne-t-elle, ou possiblement augmente-t-elle, la légitimité de ces pratiques? Le renforcement de la responsabilité politique devrait s'étendre aux organisations non gouvernementales, aux coopératives et aux groupes de femmes impliquées dans le débat politique. L'accent mis sur le genre met en évidence les discours spécifiques sur la participation politique et la représentation des femmes, les droits des femmes, la décentralisation et la gouvernance locale. Les pratiques et la matière d'une meilleure gouvernance impliquent la nécessité d'inclure les questions de genre et d'égalité à l'intérieur des lois et des procédures juridiques.

La signification réelle de la gouvernance dépend de la manière dont on en parle ainsi que de quelle gouvernance nous parlons. Qui fixe les objectifs politiques, les processus et les idéaux? En tant que telle, la gouvernance est aussi entendue comme un concept politique en soi, engageant les participants à discuter de différentes formes d'État, de régime et de contrôle politique. Depuis ce thème principal, la conférence mondiale devient un espace invitant à aborder les approches globales et les expériences politiques selon les questions de théorie, de genre et de politique.

Politiques urbaines et régionales

Vincent Hoffmann-Martinot

Aussi bien dans les pays du Nord que du Sud, les enjeux liés à la gouvernance régionale, métropolitaine et locale sont de plus en plus

fondamentaux. À la période de l'optimisme des réformes institutionnelles synoptiques des années 1970-80 ont succédé depuis des approches sensiblement plus pragmatiques et différenciées.

Cette section vise à rassembler un ensemble d'analyses tant théoriques qu'empiriques portant sur les transformations actuelles de la gouvernance territoriale. De manière globale, on souhaitera comprendre quelles sont les principales attentes de changement, les alternatives proposées ou mises en œuvre et les conséquences des évolutions en cours. De nouveaux paradigmes émergent, tandis que se transforment les préférences et les pressions des citoyens, des États et des groupes organisés.

Sur la base de travaux empiriques originaux et à partir de questions de recherche approfondie, on essaiera d'explorer les principaux processus et dispositifs de transformation de la gouvernance sub-nationale dans le monde. Il devrait ainsi se dégager un tableau général des mutations politico-institutionnelles en cours dans le monde, plus ou moins convergentes ou divergentes selon les différences de pressions socio-économiques et politiques.

Attitudes et comportements politiques

Francisco J. Llera

Le thème sera plus spécifiquement axé sur la confiance politique. La confiance politique, dans ses dimensions organisationnelles et individuelles, tout en étant un indicateur important des sentiments sous-jacents des citoyens au sujet de leur système politique, elle pose la question : comment est considérée la responsabilité des institutions et des décideurs politiques, ou encore la crédibilité de la performance politique.

La confiance, à cet égard, apparaît comme l'un des ingrédients cruciaux sur lesquels sont construites la légitimité et la durabilité des systèmes politiques. Inversement, un manque de résultats peut générer, entre autres facteurs, de la méfiance, de la frustration en regard des attentes, une mauvaise utilisation de la réglementation des conflits d'intérêt, un manque de transparence dans la gestion de la part des acteurs et des institutions, l'inefficacité ou la corruption au sein de la classe politique. Par conséquent, les analyses transnationales ou les études de cas de perspective comparative sont les bienvenues.

Nous encourageons les membres de l'AISP dont les intérêts de recherche concernent les attitudes et les comportements politiques à appliquer pour la présentation de leurs essais au Congrès mondial de l'AISP à Montréal en 2014, mais affichons une préférence pour les propositions de communications s'apparentant aux thèmes présentés ci-dessus.



IPSA  **AISP**

23rd World Congress of Political Science

23^{ème} Congrès mondial de science politique

Challenges of Contemporary Governance

Les défis de la gouvernance contemporaine

July 19-24 juillet, 2014 ▶ Montréal, Québec - Canada



Montréal - Une aventure culturelle estivale

Avec une population d'environ 1,7 million d'habitants (ou plus de 3,8 millions en incluant la grande région métropolitaine), Montréal est la plus grande ville de la province de Québec et la troisième ville la plus peuplée du Canada. Caractérisée par son mélange de racines françaises, de patrimoine britannique et d'éducation nord-américaine, la ville est une série de contrastes, mêlant le style des vieux pays et l'énergie du Nouveau Monde et ravivant l'architecture coloniale du XVII^e siècle au milieu des gratte-ciel étincelants, sans compter le mélange d'influences culturelles issues des quatre coins du monde. Que ce soit le Vieux-Montréal historique, le Plateau branché, le quartier Hochelaga Maisonneuve familial, la petite Italie ou le centre-ville toujours en ébullition, Montréal est une ville qu'il est facile d'explorer à pied et en toute sécurité et où le contact avec les gens de l'endroit se fait tout naturellement.

La plupart des participants au Congrès mondial arriveront à l'Aéroport international Montréal-Trudeau (code d'aéroport YUL), le principal aéroport canadien à l'est des Grands Lacs. Situé à seulement 30 minutes du centre-ville, l'aéroport est doté d'un grand terminal, divisé en quatre zones desservant les transporteurs nationaux et internationaux. L'aéroport est facilement accessible en taxi ou en transport en commun, via la ligne d'autobus 747 ou les navettes. La course de taxi à destination du centre-ville coûte environ 40\$. Le tarif pour la ligne d'autobus 747 est de 9\$. Ce tarif offre un laissez-passer valide 24 heures consécutives sur tout le réseau bus et métro de la STM. Le trajet, d'une durée approximative de 25 à 30 minutes, selon le trafic automobile, comprend neuf arrêts situés à proximité des principaux hôtels du centre-ville.

Le Congrès mondial de l'IPSA se tiendra au Palais des Congrès de Montréal, l'endroit tout indiqué à Montréal pour faire d'un congrès ou d'un événement un véritable succès. Situé au centre-ville et à seulement 30 minutes de l'aéroport international, le Palais est une plaque tournante à la

jonction du centre des affaires, du quartier international, du Vieux-Montréal, du quartier des spectacles et du quartier chinois. À quelques minutes de marche se trouvent plus de 15 000 chambres d'hôtel, dont près de 4 500 sont reliées au Palais par des corridors intérieurs.

En mai 2006, l'Alliance globale pour la diversité culturelle a désigné Montréal « Ville UNESCO de design » au sein de son Réseau des villes créatives. Montréal est ainsi devenue la première ville d'Amérique du Nord à intégrer le réseau de Villes UNESCO de design après Buenos Aires (août 2005) et Berlin (novembre 2005), auquel s'ajoutent d'autres villes reconnues par l'UNESCO dans les pôles d'excellence de la littérature, de la musique, de la gastronomie, du cinéma, des arts populaires et des arts numériques. Par cette distinction, l'UNESCO reconnaît l'effort et la motivation des secteurs public et privé, et de la société civile montréalaise ainsi que le potentiel de développement économique et social de la ville de Montréal dans le domaine du design.

Parmi les nombreux musées de Montréal, l'un des plus populaires est le Musée des Beaux-Arts qui abrite sept expositions per-

manentes et dispose d'œuvres d'artistes tels que Rodin, Matisse, Dalí, Renoir et Monet. Site historique national, Pointe-à-Callière, musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, est établi sur le lieu de fondation de la ville. Érigé au-dessus de vestiges, le musée propose aux visiteurs de parcourir un circuit archéologique authentique. De la présence amérindienne, au XIV^e siècle, au Montréal contemporain, le musée permet entre autres de découvrir des artefacts amérindiens, le premier cimetière catholique, la première place du marché.

Chef-d'œuvre de l'architecture néo-gothique, la basilique Notre-Dame a été cons-



La basilique Notre-Dame

© Pierre-Alexandre Gameau



L'International des Feux Loto-Québec –
Concours international d'art pyrotechnique
de Montréal

© Tourisme M



truite entre 1824 et 1829. Elle est réputée pour la richesse de sa décoration intérieure en bois et l'audacieuse architecture moderne de sa chapelle Notre-Dame-du-Sacré-Cœur. Des tableaux, des sculptures et des vitraux illustrent des épisodes bibliques ainsi que les trois siècles et demi de l'histoire de la paroisse et de la société montréalaise. En soirée, un spectacle sons et lumières fait revivre l'histoire de Montréal et de la basilique.

Peu importe la saison, l'heure ou la température, les Montréalais ne se font pas prier pour fréquenter les nombreux festivals qui dynamisent leur ville. L'ambiance détendue et conviviale est contagieuse. Plusieurs quadrilatères du centre-ville sont fermés à la circulation pour laisser place aux festivaliers déambulant dans les rues. Même le pont Jacques-Cartier est converti en allée piétonnière certains soirs. Voilà la preuve que nous prenons le plaisir de fêter

théâtre et ses « stand-ups ». Il accueille quelques 1 700 artistes en provenance de 19 pays et plus de deux millions de festivaliers, et il offre 1 600 représentations, dont 1 200 performances extérieures gratuites. Enfin, vous pourrez assister au Concours international d'art pyrotechnique de Montréal, l'International des Feux Loto-Québec présenté par Telus. Durant cette



Le parc du Mont-Royal

© Les amis de la montagne / S. Montagné, 2008



La Place des festivals

© Festival Juste pour Rire

très au sérieux. Certains festivals auront lieu en même temps que le congrès. Dans une série de spectacles de petites et grandes formes allant de la performance en salle à celle sous chapiteau,

Montréal complètement cirque met en scène plus d'une centaine d'artistes provenant de Belgique, d'Allemagne, d'Espagne, du Canada et du Pays de Galles, qui exécuteront devant public leurs plus spectaculaires arabesques. Chaque été, le Festival Juste pour rire fait vibrer la métropole d'un grand éclat de rire avec ses galas, ses arts de la rue, son

compétition reconnue comme la plus prestigieuse du monde, les artificiers de neuf pays viennent rivaliser d'audace et de talent dans le but d'obtenir la plus haute distinction en matière de pyrotechnie : un Jupiter d'or, d'argent ou de bronze.

Le foisonnement d'espaces verts contribue au charme naturel de Montréal. Grâce aux vastes terrains de jeu et aux grands parcs, aux petits jardins discrets et aux mignonnes ruelles végétalisées, Montréalais et visiteurs peuvent profiter de la nature et la protéger sans même quitter la ville. Œuvre de Frederick Law Olmsted (architecte paysagiste mieux connu pour la conception de Central Park à New York), le parc du Mont-Royal est indéniablement

le joyau des parcs montréalais et le symbole par excellence de l'engagement de la ville en matière d'environnement. Les Montréalais le fréquentent assidûment et en ont fait leur endroit de prédilection pour pique-niquer sur l'herbe, marcher ou courir dans les sentiers, admirer le coucher du soleil ou simplement s'asseoir et rêvasser. Ce parc de plus de 200 hectares dominant la cité leur permet de s'évader du brouhaha urbain. Un engagement comparable se manifeste également dans les autres grands parcs de la ville. Les citoyens souhaitent non seulement profiter de la nature, mais aussi contribuer à sa conservation. Montréal compte 17 grands parcs qui s'étendent sur près de 2 000 hectares, et près de la moitié de ces espaces de verdure sont classés « parcs-nature ». Cette appellation exige divers engagements visant la protection de l'environnement, la sauvegarde du patrimoine architectural et le maintien de la biodiversité.



Le Vieux-Montréal et le Vieux-Port de Montréal

© Tourisme Montréal

sité. Si les grands parcs sont bien connus, certains écrins de verdure tels que l'Oasis de l'Église Saint-Andrew demeurent le secret d'heureux initiés. Sachez cependant qu'il est possible de découvrir ces joyaux au moyen de l'application mobile DistrictMontréal. À deux pas du centre-ville, le Vieux-Port regorge d'activités et de points de vue uniques. Théâtre de nombreux événements et festivals pour la plupart gratuits, le secteur est réputé pour ses bonnes tables, ses terrasses, ses boutiques et ses spas. L'été, on peut se détendre à la Plage de l'Horloge, louer pédalos, vélos ou quadricycles, s'offrir une visite guidée des lieux historiques ou partir en croisière sur le fleuve. Le Vieux-Port héberge aussi le Centre des sciences de Montréal et son cinéma IMAX.

Lieu hybride où se côtoient harmonieusement espaces verts, histoire et architecture futuriste, le parc Jean-Drapeau est la « cour de récréation » favorite des Montréalais tout au long de l'année. Situé à quelques minutes du centre-ville en métro, en autobus ou à vélo, le parc – qui regroupe deux îles – est toujours acha-



landé. Et l'on comprend pourquoi. On y trouve une plage dont l'eau est filtrée, des piscines extérieures, des musées, d'immenses jardins de fleurs, un parc d'attractions, une piste cyclable, des sentiers piétonniers et une galerie d'art en plein air. L'endroit rêvé pour tous ceux, petits et grands, qui adorent être dehors et s'amuser.

L'une des activités les plus courues consiste à rouler à vélo ou en patins sur le Circuit Gilles-Villeneuve en s'imaginant à bord de l'une des vrombissantes F1 qui s'emparent de la piste lors du Grand Prix du Canada, en juin. Il n'est d'ailleurs pas rare, à cette occasion, de croiser quelques célébrités tentant leur chance au Casino de Montréal, aménagé dans l'ancien pavillon de la France de l'Exposition universelle de 1967.

Le parc d'attractions La Ronde est la Mecque des amateurs de sensations fortes, qui s'y rendent en solo, en couple, en famille ou entre amis. Les dimanches d'été, il ne faut surtout pas manquer, tout à côté, le Piknic Électronik et son déferlement de musique techno en plein air. Quelques minutes suffisent pour entrer en transe. On peut également rafraîchir ses notions d'histoire militaire au fort de l'île Sainte-Hélène et apprécier l'étonnante architecture de la Biosphère et d'Habitat 67.

Montréal est la ville nord-américaine où



Le Casino de Montréal

© Casino de Montréal

l'on trouve le plus grand nombre de restaurants par habitant. La probabilité de trouver un établissement correspondant à ses envies est non seulement garantie, mais il y a aussi fort à parier que ses attentes

tent à ces artistes de créer une gastronomie unique se traduisant par un heureux mariage entre tradition et innovation, cuisine française classique et influences régionales ou multiethniques. Les chefs privilégient l'élaboration de menus saisonniers qui mettent en valeur des ingrédients frais fournis par les producteurs locaux. On les croise souvent dans les marchés publics en quête d'inspiration pour leurs prochaines créations. Aussi, il n'est pas rare de les voir bavarder avec les clients de leurs restaurants.

Que vous visitiez le Canada pour le Congrès mondial 2014 de l'AISSP ou que vous ayez l'intention de rester quelques jours pour explorer la ville et ses environs, Montréal est une ville riche en histoire, à l'architecture spectaculaire et possédant une réputation culinaire célébrée dans le monde entier. Nous espérons que vous profiterez pleinement de tout ce que Montréal et le Canada ont à offrir.



La Biosphère, musée de l'environnement

© Tourisme Montréal



Une terrasse de la rue Saint-Denis

© Tourisme Montréal

soient comblées. La métropole est reconnue pour sa créativité et, à cet égard, les chefs de la scène culinaire locale ont l'art de se démarquer. Savoir-faire et imagination permet-

Centre-ville vu du Parc du Mont-Royal



© Tourisme Montréal



Information pratique pour les voyageurs à destination du Canada

Chaque pays dispose d'une prérogative visant à déterminer qui est autorisé à entrer. Tous les pays ou régions ont des exigences spéciales s'adressant aux personnes désirant résider pendant de longues périodes (généralement plus de 90 jours), ou qui ont l'intention de travailler, d'étudier ou de se livrer à des activités non touristiques. Afin d'obtenir de l'information sur les conditions d'entrée particulières, communiquez avec la mission diplomatique ou le consulat canadien le plus proche. Les violations relatives aux conditions d'entrée et de sortie peuvent entraîner de graves sanctions.

L'information suivante sur les conditions d'entrée et de sortie a été obtenue des autorités canadiennes. Toutefois, ces informations demeurent sujettes à changement. Il incombe au voyageur de contacter l'ambassade du Canada et de ses consulats afin d'obtenir des renseignements mis à jour.

La documentation nécessaire pour les voyageurs à destination du Canada varie selon le pays d'origine.

Si vous voyagez en provenance de l'un des pays suivants (Allemagne, Andorre, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Australie, Autriche, Bahamas, Barbade, Belgique, Bermudes, Brunei, Chypre, République de la Corée, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Gibraltar, Grèce, Hongrie, Hong Kong, Îles Caïmans, Îles Malouines, Îles Salomon, Îles Turks et Caïcos, Îles Vierges britanniques, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Montserrat, Norvège, Nouvelle-Zélande,

Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pitcairn, Pologne, Portugal, Sainte-Hélène, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Siège, Samoa, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Taïwan) : vous devez détenir un passeport valide, ce qui vous permettra de demeurer au Canada pour une période maximale de 90 jours.

Si vous voyagez en provenance d'un autre pays, vous devez présenter une demande de visa au consulat canadien le plus près de votre lieu de résidence. Votre demande sera assujettie à des critères établis par les autorités canadiennes. Vous devrez également détenir un passeport valide. Il pourrait vous être demandé de spécifier la raison de votre demande d'entrée au Canada. Les autorités canadiennes pourraient également, si elles le considèrent approprié, vous demander de fournir un document indiquant l'établissement d'hébergement au Canada, une lettre d'invitation, une preuve d'emploi ou un itinéraire préliminaire. De plus, on pourrait vous demander de fournir la preuve que vous disposez de fonds suffisants pour subvenir à vos besoins lors de votre séjour au Canada.

Il est recommandé de vous souscrire à une assurance de voyage.

Considérant que les conditions puissent varier, nous vous recommandons fortement de contacter l'ambassade canadienne ou le consulat afin de vérifier les exigences s'appliquant à votre situation avant de planifier votre voyage.

Aéroport international Pierre-Elliott Trudeau de Montréal





Transport, site et hébergement

Se déplacer à Montréal

Le transport en commun est un excellent moyen de voir la ville. Abordable et fiable, le métro est présent tout le long du parcours souterrain montréalais : deux lignes principales sur quatre relient le centre-



Le Métro de Montréal

ville aux principaux sites touristiques, ainsi qu'à de nombreux arrêts d'autobus et stations ferroviaires, et ce, du lundi au vendredi et le dimanche, de 5h30 à 12h30, et le samedi, de 5h30 à 1 h. Les intervalles entre les trains sont en moyenne de huit minutes et de trois minutes à l'heure de pointe.

Pour obtenir plus d'informations sur le transport en commun à Montréal, visitez le www.stm.info.

BIXI, c'est le vélo comme véritable moyen de transport urbain. Disponible depuis 2009, BIXI est l'un des meilleurs moyens de visiter les points d'intérêt de Montréal sans tracas, à faibles coûts et de profiter de la nature de façon active. Le système est accessible 24 heures par jour, 7 jours par semaine et 3 saisons par année, de mai à novembre.

Vélos Bixi



© Société de vélo en libre service

Si vous préférez vous déplacer en taxi, vous en trouverez partout. Il vous suffit de hélér une voiture en chemin ou de vous rendre à l'une des nombreuses stations de taxis que compte la métropole. Vous en trouverez également devant la plupart des grands hôtels.

Site du congrès

Le 23^e Congrès mondial de science politique se tiendra au Palais des congrès de Montréal, situé dans le quartier du Vieux-Montréal.

Hébergement

L'AISP a négocié des tarifs spéciaux pour les délégués dans plusieurs hôtels de Montréal, présentant une variété de prix pouvant convenir à tous les budgets. Bien que certains hôtels soient plus près du Palais des congrès, la plupart des hôtels sont situés au centre-ville, à proximité des restaurants, des musées et des attractions locales. Veuillez prendre note que l'AISP ne sera pas tenue responsable de frais d'annulation. Les délégués qui sont dans l'impossibilité d'assister au congrès sont responsables d'en informer leur hôtel et d'annuler leur réservation (lorsqu'applicable). Une liste complète des hôtels et tarifs sera disponible sur le site web du congrès à l'automne 2013.

Le Palais des congrès de Montréal



© Ron Stern



GAGNANTS DES PRIX DE L'AISP

PRIX KARL DEUTSCH

- 2012 **Alfred Stepan**
 2009 **Giovanni Sartori**
 2006 **Charles Tilly**
 2003 **Juan Linz**
 2000 **Jean Laponce**
 1997 **Gabriel Almond**



PRIX DE LA FONDATION MATTEI DOGAN attribué par l'AISP pour l'excellence en science politique

- 2012 **Klaus von Beyme**
 2009 **Philippe Schmitter**
 2006 **Guillermo O'Donnell**



BOURSE STEIN ROKKAN

- 2012 **Akhmetkarimov, Bulat** (Johns Hopkins University, États-Unis)
Phiri, Madalitso Zililo (University of Cape Town, Afrique du Sud)
Nasir, Muhammad Ali (University of Karachi, Pakistan)
 2009 **Fernando Boidi, Maria** (Vanderbilt University, États-Unis)
Gorbak, Erika (Harvard University, États-Unis)
Santana, Luciana (Federal University of Minas Gerais, Brésil)
 2006 **Ferreira Do Vale, Helder** (Universidad de Barcelona, Espagne)
Engstrom, Par (Mansfield College, Royaume-Uni)
Rozanova, Julia (University of Alberta, Canada)
 2003 **Jacobs, Sean** (Afrique du Sud)
Lutz, Georg (Suisse)
Grant, Andrew (Canada)
 2000 **Hui, Tin-bor V.** (Hong Kong)



PRIX FRANCESCO KJELLBERG

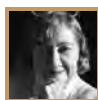
récompensant l'excellence des articles présentés par les nouveaux chercheurs

- 2009 **Rafael Pinero et Mauricio Morales**
 Article : Financiamiento Público de Campañas: Cómo los subsidios por votos estimulan el gasto electoral
 2000 **Charles Gomes, IUPERJ** (Brésil)
 Article : L'effet de la culture juridique sur la politique d'immigration en France et aux États-Unis



PRIX WILMA RULE : prix de l'AISP pour la meilleure recherche sur l'identité sexuelle et la politique

- 2012 **Amanda Gouws**
 Article : Multiculturalism in South Africa: Dislodging the Binary between Universal Human Rights and Culture/Tradition
 2009 **Anne Marie Holli et Milja Saari**
 Article : The Representation of Women in the Parliamentary Standing Committee Hearings in Finland
 2006 **Manon Tremblay**, Université d'Ottawa (Canada)
 Article: Democracy, Representation, and Women: A Worldwide Comparative Analysis
 2000 **Karen Bird**, McMaster University(Canada)
 Article : Gender Parity and the Political Representation of Women in France
Marian Sawyer, Australian National University (Australie)
 Article : Representation of Women: Questions of Accountability



PRIX SUD GLOBAL

- 2009 **Yogendra Yadav**



PRIX MEISEL-LAPONCE

- 2011 **Jørgen Møller et Svend-Erik Skaaning**
 "Beyond the Radial Delusion: Conceptualizing and Measuring Democracy and Non-democracy",
International Political Science Review, 31:3 (2010)



PRIX DU RC01 POUR L'ANALYSE DE CONCEPTS EN SCIENCE POLITIQUE

- 2012 **Roman David**
 2009 **Jennifer Gandhi**
 2006 **James L. Gibson**
 2003 **Gerardo L. Munck et Jay Verkuilen**



PRIX DU MEILLEUR AVANT-PROJET EN C&M DU RC01

- 2011 **David Kuehn** (University of Heidelberg) et **Ingo Rohlfing** (University of Cologne)
 "Causal Explanation and Multi-Method Research in the Social Sciences", *Political Methods* 26 (February 2010)



PRIX COMMÉMORATIF CHARLES H. LEVINE DU RC27

- 2013 **David Vogel**
The Politics of Precaution: Regulating Health, Safety, and Environmental Risks in Europe and the United States (Princeton University Press, 2012)
 2012 **Alan M. Jacobs**
Governing for the Long Term: Democracy and the Politics of Investment (Cambridge University Press, 2011)
 2011 **Jonathan G.S. Koppell**
World Rule: Accountability, Legitimacy, and the Design of Global Governance (University of Chicago Press, 2010)
 2010 **William Ascher**
Bringing in the Future: Strategies for Foresightedness and Sustainability in Developing Countries (University of Chicago Press, 2009)
 2009 **Mitchell A. Orenstein**
Privatizing Pensions: The Transnational Campaign for Social Security Reform (Princeton University Press, 2008)
 2008 **Mark Thatcher**
Internationalisation and Economic Institutions: Comparing the European Experiences (Oxford University Press, 2007)
 2007 **Alasdair Roberts**
Blacked Out: Government Secrecy in the Information Age (Cambridge University Press, 2006)
 2006 **Herrington J. Bryce**
Players in the Public Policy Process: Nonprofits as Social Capital and Agents (Palgrave/MacMillan, 2005)
 2005 **Atul Kohli**
State-Directed Development: Political Power and Industrialization in the Global Periphery (Cambridge University Press, 2004)
 2004 **Jonathan Malloy**
Between Colliding Worlds: The Ambiguous Existence of Government Agencies for Aboriginal and Women's Policy (University of Toronto Press, 2003)



PRIX ULRICH KLOETI DU RC27

- 2012 **Bert Rockman et Graham Wilson**
 2011 **B. Guy Peters**
 2010 **Nicole de Montricher**
 2009 **Colin Campbell**





Inscription

Membership de l'AISP

Tous les participants au Congrès mondial de science politique doivent être membre individuel de l'AISP pour s'y inscrire. Vous pouvez en même temps devenir membre et vous inscrire en utilisant votre compte AISP. L'adhésion à l'AISP n'est pas nécessaire pour soumettre un panel ou proposer un texte.

Prenez note que tous les participants au Congrès (présentateurs, organisateurs, présidents, spectateurs), tout comme les visiteurs, doivent s'inscrire en ligne.

Dates importantes

6 septembre 2013 : Début de la période d'inscription au Congrès.

11 mars 2014 : Fin de la période pour s'inscrire au tarif réduit.

11 mars 2014 : Fin de la période pour s'inscrire et être inclus dans le programme imprimé. Les participants s'inscrivant après le 11 mars ne seront pas listés dans le programme imprimé.

15 avril 2014 : Fin de la période pour s'inscrire et demeurer sur le programme en ligne. Les participants qui ne se seront pas inscrits à cette date seront retirés du programme.

Frais d'inscription (tous les tarifs sont en US\$)

Tous les participants au Congrès mondial de science politique doivent être membre individuel de l'AISP en 2014 pour s'y inscrire. L'AISP n'offre pas de frais d'inscription pour non-membres ou de frais d'inscription d'un jour. Les participants peuvent s'inscrire dans les catégories énumérées ci-dessous.

Valide du 6 septembre 2013 au 11 mars 2014

Catégorie d'inscription	Frais d'inscription (US\$)
Membre AISP (valide en 2014)	260\$
Non-membre AISP	260\$ + 160\$ (frais d'inscription de 2 ans à l'AISP)
Étudiant* - doit être âgé de 30 ans et moins	
Membre AISP (valide en 2014)	75\$
Non-membre AISP	75\$ + 50\$ (frais d'inscription d'un an pour étudiant à l'AISP) 75\$ + 80\$ (frais d'inscription de 2 ans pour étudiant à l'AISP)
* Preuve de statut d'étudiant requise au moment de l'inscription. Veuillez noter qu'aucune exception ne sera faite pour des étudiants de plus de 30 ans.	

Pour pouvoir bénéficier des tarifs décrits ici, les frais d'inscription doivent être payés en ligne au plus tard le 11 mars 2014 à minuit HNE, ou par la poste, par chèque ou mandat, avant le 2 mars 2014, selon le cachet de la poste.

Valide du 12 mars 2014 au 24 juillet 2014

Catégorie d'inscription	Frais d'inscription (US\$)
Membre AISP (valide en 2014)	310\$
Non-membre AISP	310\$ + 160\$ (frais d'inscription de 2 ans à l'AISP)
Étudiant* - doit être âgé de 30 ans et moins	
Membre AISP (valide en 2014)	100\$
Non-membre AISP	100\$ + 50\$ (frais d'inscription d'un an pour étudiant à l'AISP) 100\$ + 80\$ (frais d'inscription de 2 ans pour étudiant à l'AISP)
* Preuve de statut d'étudiant requise au moment de l'inscription. Veuillez noter qu'aucune exception ne sera faite pour des étudiants de plus de 30 ans.	



Accompagnateurs

Les participants inscrits pourront acheter sur place, à Montréal, un badge d'accompagnateur pour leurs conjoints et les membres de leur famille.

Politique de remboursement

Toutes les annulations doivent être acheminées par écrit au Secrétariat de l'AISP à l'adresse montreal2014@ipsa.org. Les inscriptions annulées avant le 11 mars 2014 seront remboursées à 50% des frais d'inscription payés; les annulations reçues à compter du 12 mars 2014 ainsi que les absences ne seront pas remboursées. Si la demande est envoyée par la poste, le remboursement de 50% s'applique aux envois datés antérieurement au 2 mars 2014, selon le cachet de la poste.

Notez que les frais d'adhésion ne sont pas remboursables. Les nouveaux abonnements et les renouvellements continueront d'être valides même si l'inscription au congrès est annulée. Si vous ne pouvez assister au Congrès, veuillez envoyer votre avis d'annulation le plus tôt possible afin donner le temps à votre panel de trouver un remplaçant.

Politique de remplacement

Les personnes inscrites qui sont dans l'impossibilité d'assister au Congrès peuvent envoyer quelqu'un d'autre les remplacer en utilisant les frais déjà payés. Dans ce cas, une notification écrite doit être adressée au Secrétariat de l'AISP à l'adresse montreal2014@ipsa.org avant le 2 mars 2014. Les remplaçants doivent être inscrits dans la même catégorie ou des frais supplémentaires pourront s'appliquer.

Paiement

Les frais d'inscription peuvent être réglés par carte de crédit (de préférence), par chèque ou mandat (en dollars américains, faits à l'ordre de « L'Association internationale de science politique »). Nous n'acceptons pour le moment que les cartes Visa et Mastercard. S'il vous plaît, N'ENVOYEZ PAS D'ARGENT au Secrétariat.

Si vous ne pouvez vous inscrire en payant en ligne, il est possible d'envoyer un chèque en dollars US à l'adresse suivante :

Congrès mondial 2014-Inscription
AISP
1590, Avenue Docteur-Penfield
Bureau 331
Montréal, QC H3G 1C5
Canada

Nous recommandons dans ce cas d'utiliser le courrier recommandé ou certifié. L'AISP n'est pas responsable pour les paiements perdus et les délais de la poste.





L'Association canadienne de science politique Une association centenaire, mais encore jeune



Alain NOËL

Président

Association canadienne de
science politique



En 2012, l'Association canadienne de science politique célébrait son centième anniversaire. Fondée à Boston en 1912, lors d'une réunion de sociétés savantes américaines, l'Association visait à encourager l'étude « des problèmes gouvernementaux, économiques et sociaux » dans une perspective canadienne, et elle comptait dans ses rangs des spécialistes des différentes disciplines des sciences sociales. Le premier président de l'association était d'ailleurs un économiste, Adam Shortt de l'Université Queen's, l'un des pionniers de sa discipline au Canada.

Ce lien à la science économique durera remarquablement longtemps, reflétant l'importance de la tradition canadienne d'économie politique, mais aussi la relative faiblesse de la science politique au pays. À l'Université de Toronto, par exemple, où se retrouvaient le plus grand nombre de politologues au pays, ceux-ci cohabitaient avec les économistes dans un même département d'économie politique. La même chose était vraie à l'Université McGill, où le département d'économie et de science politique comptait notamment sur Stephen Leacock, humoriste et essayiste internationalement reconnu mais également auteur du premier manuel de science politique publié au Canada, *Elements of Political Science* (1906). Jusqu'en 1950, il n'y avait tout de même pas plus de trente politologues dans l'ensemble des universités canadiennes. La discipline commençait néanmoins à émerger, avec la publication d'ouvrages marquants, notamment ceux de R. McGregor Dawson, J. A. Corry et A. Brady.

La cohabitation avec la science économique s'étend des origines en 1912 à 1967. En fait, pendant les premières années, marquées notamment par la Première guerre mondiale, la jeune association est surtout virtuelle. Entre 1914 et 1929 et de 1930 à 1934, elle n'a même pas de président, et n'est guère active. Mais l'association se professionnalise et s'institutionnalise à partir de 1935, en entreprenant en particulier la publication de sa propre revue, la *Revue canadienne d'économie et de science politique*, qui diffusera au fil des années plusieurs analyses marquantes de la société canadienne, par des auteurs comme Léon Dion, Gad Horowitz, Pauline Jewett, John Porter, Donald Rowat ou Pierre Elliott Trudeau. Au

Canada, notait le président de l'association dans le premier numéro de la revue, la collaboration entre économistes et politologues tombe sous le sens, puisque notre constitution fédérale fini par faire de tous les problèmes économiques des enjeux politiques. On reconnaissait déjà là une préoccupation qui ne cessera d'habiter la science politique canadienne !

En 1967, les deux disciplines se séparent, pour former deux associations distinctes, chacune avec sa revue. Cette évolution était à peu près inévitable puisque, avec l'expansion rapide du réseau universitaire canadien dans les années soixante, le nombre de chercheurs en sciences sociales explose. La science politique se transforme aussi rapidement, avec la montée du courant behavioriste aux États-Unis. Au Canada, cette « révolution » dans la discipline a d'autant plus d'impact qu'une proportion importante des nouveaux professeurs recrutés par les universités provient des États-Unis. De vifs débats opposent alors les politologues, à propos des théories et de la méthodologie, mais aussi du statut d'une science politique nationale, propre au Canada.

Au Québec, les sciences sociales connaissent également un essor rapide, lui aussi façonné par le contexte politique national. Presque inexistante jusque là, la science politique se développe dans les années 1950, avec la création de départements à l'Université Laval en 1954 et à l'Université de Montréal en 1958. Plus proche de la tradition européenne, d'où plusieurs des nouveaux professeurs tirent leur formation, la science politique québécoise aura ses propres débats, et fera beaucoup de place à la question nationale, au cœur du conflit politique pendant toute la période.

Un peu comme le font les citoyens de la province dans l'espace fédéral canadien, les politologues québécois prendront graduellement leur place dans les institutions canadiennes communes, en l'occurrence l'Association canadienne de science politique, et développeront en même temps leurs propres institutions nationales, avec la création en 1979 de la Société québécoise de science politique et d'une revue, maintenant intitulée *Politique et sociétés*.

Le premier francophone élu président de l'Association canadienne de science politique est Georges-Henri Lévesque en 1951, sociologue et fondateur de l'École des sciences sociales de l'Université Laval. Il sera suivi en 1964 par Jean-Charles Falardeau, également un sociologue de l'Université Laval, puis en 1972 par Jean Laponce, politologue à l'Université de Colombie-Britannique.

Dans les années 1970 et 1980, les femmes prennent aussi graduellement leur propre place dans la science politique canadienne, et elles contribuent à en renouveler les thématiques, les théories et les approches. En 1959, Mabel Timlin, économiste de l'Université de la Saskatchewan avait été la première présidente de l'Association canadienne de science politique. Mais la seconde, et la première politologue, ne viendra qu'en 1983 avec l'élection de Caroline Andrew de l'Université d'Ottawa. À partir de cette époque,



l'Association dans son ensemble change, pour devenir de plus en plus représentative des différentes composantes de la société canadienne. En 2012, l'Association comptait 436 femmes contre 855 hommes parmi ses membres, pour un total de 1291. Graduellement, la discipline et l'Association s'ouvrent également à d'autres dimensions de la diversité canadienne. En 1986, O. P. Dwivedi, né en Inde, est le premier président de l'Association dont les origines ne sont ni nord-américaines, ni européennes. En 1992, V. Seymour Wilson est le premier noir à la tête de l'Association. Une génération montante de politologues autochtones, comme Gerald Taiaiake Alfred à l'Université de Victoria et Kiera Ladner à l'Université du Manitoba, pose également un regard nouveau, et souvent décapant, sur la vie politique canadienne. Vieille de presque cent ans, l'Association canadienne de science politique apparaît donc toujours comme une jeune association en transformation.

Représentative de la discipline, l'Association regroupe des chercheurs de tous les champs de la science politique contemporaine, qui s'inscrivent dans une pluralité de courants théoriques et de pratiques méthodologiques. Mais l'étude de la politique canadienne y occupe bien entendu une place de choix. Les domaines où

les chercheurs canadiens rayonnent le plus à l'échelle internationale sont d'ailleurs ceux où la trajectoire politique et sociale du pays nourrit une réflexion particulièrement riche. Il en va ainsi, par exemple, de l'étude du fédéralisme et des sociétés multinationales, ou de celle des politiques identitaires et du multiculturalisme.

Interpellés par les enjeux propres à la vie politique de leur pays, les politologues canadiens oscillent naturellement entre le désir d'être pertinent et socialement utile dans l'immédiat, quitte à débattre principalement entre eux, et la volonté concomitante d'inscrire leurs travaux à l'intérieur des grands courants internationaux, au prix possiblement d'une certaine perte de contact avec les enjeux plus rapprochés. Un livre paru en 2008 et intitulé *The Comparative Turn in Canadian Political Science* plaidait résolument en faveur de la seconde option, en insistant sur l'importance pour les chercheurs canadiens de contribuer aux grands réseaux de la science politique mondiale. Mais la contribution des chercheurs canadiens est peut-être justement d'autant plus riche et porteuse qu'elle se nourrit des débats propres à une société multinationale, toujours tiraillée par la coexistence d'identités multiples. Il n'est peut-être pas nécessaire de choisir entre la pertinence nationale et la portée internationale.



CONFLICT RESOLUTION AND THE SCHOLARSHIP OF ENGAGEMENT

Partnerships Transforming Conflict

Edited by
Cheryl Lynn Duckworth and Consuelo Doria Kelley

Conflict Resolution and the Scholarship of Engagement

Edited by Cheryl Lynn Duckworth and Consuelo Doria Kelley



ISBN 9781443837668 · Hardback · 230pp · £39.99 · \$59.99
ISBN 9781443849784 · Paperback · 230pp · £29.99 · \$49.99

"... In their groundbreaking work, [the editors] build the connection between conflict resolution theory and practice and the scholarship of engagement... By exploring the relationships between the discipline and practices of conflict resolution and the principles and practices of engagement, these scholars employ a focus that strengthens both fields. Even more important than its bolstering of scholarship, this approach offers communities the benefits of enhanced participation in the problem-solving

process. Kudos to the scholars for their pioneering efforts."

—Lorilee R. Sandmann, PhD
University of Georgia

Cheryl Lynn Duckworth is a Professor of Conflict Resolution at Nova Southeastern University.

Consuelo Doria Kelley is a Doctoral Student in the Department of Conflict Analysis and Resolution at Nova Southeastern University.

Our books are also sold worldwide on Amazon, Blackwell and Ingram

20% Discount Available. Order online at www.cambridgescholars.com
Login: conflict Password: conflict20%

www.cambridgescholars.com
info@cambridgescholars.com

Cambridge Scholars Publishing



La Société québécoise de science politique

Catherine CÔTÉ

Présidente
Société québécoise de science
politique



L'ancêtre de la Société québécoise de science politique (SQSP), la Société canadienne de science politique (SCSP), a été créée en novembre 1963 ; à l'époque, la nouvelle entité voulait mettre en place une véritable société scientifique à laquelle pourraient adhérer non seulement les politologues québécois et canadiens français des autres provinces mais tous les spécialistes de science politique qui accepteraient de reconnaître le caractère francophone de la société. Dans les années 1970, la SCSP n'a pas échappé aux débats qui faisaient rage au Québec à propos de la tenue d'un référendum sur la souveraineté-association du Québec avec le reste du Canada. Sans prendre position sur la question de fond, les administrateurs de la SCSP ont tout de même estimé que le temps était sans doute venu de mettre de l'avant la particularité québécoise de la Société. Lors de l'Assemblée générale de mai 1979, un amendement modifiant le nom de la SCSP pour celui de la Société québécoise de science politique (SQSP) a été adopté. Elle n'a pas cessé de se développer depuis et l'intérêt croissant pour le congrès annuel et ses revues témoigne du dynamisme de ses membres.

La Société québécoise de science politique participe à l'édition, à la publication et à la diffusion de travaux scientifiques. À ce chapitre, elle publie la revue *Politique et Sociétés* (3 numéros par année) en plus d'être coéditeur de la *Revue canadienne de science politique*. La Société défend les intérêts de ses membres et, au pays et à l'étranger, elle contribue aux débats qui touchent aux préoccupations professionnelles des politologues. Son implication dans les activités de plusieurs organismes scientifiques et sans but lucratif en atteste. La SQSP travaille de concert avec diverses associations, notamment l'Association canadienne de science politique et l'Association internationale de science politique au sein de laquelle siège un représentant de la SQSP à titre de membre de l'exécutif.

En 2005, toujours dans le but de valoriser la recherche et l'enseignement en science politique francophone, la SQSP participe activement à la mise sur pied du Réseau des associations francophones de science politique. À l'origine, le Réseau regroupe ces quatre associations : l'Association belge de science politique, communauté francophone (ABSP-CF) ; l'Association française de science politique (AFSP) ; l'Association suisse de science politique (ASSP) et la Société québécoise de science politique. En 2012, le Réseau s'est élargi avec l'arrivée de l'Association luxembourgeoise de science politique (ALSP). Depuis sa création, le

Réseau a déjà à son actif cinq rencontres internationales (2005 ; 2007 ; 2009 ; 2011 et 2013) ; dans un avenir proche, il compte élargir son membership, notamment du côté des pays du Maghreb.

Aujourd'hui, la SQSP est une société savante qui a atteint sa pleine maturité. Son rayonnement national et international en témoigne largement. Fièbre de compter sur plus de 400 membres, la SQSP mène concurremment plusieurs activités qui en font un instrument privilégié pour le développement et le rayonnement de la science politique au Québec et au Canada francophone. Un des mandats de la SQSP consiste à développer des réseaux d'échange et de diffusion scientifique pour les politologues. À cet égard, elle organise ou participe à la coordination de congrès, conférences ou colloques et ce, dans tous les profils de la discipline : relations internationales, politique comparée, administration publique, sociologie politique, théorie et pensée politiques. En plus de tenir son propre congrès annuel, la SQSP contribue financièrement au Colloque de la recherche étudiante en science politique (CRESP) qui regroupe les jeunes chercheurs de cycles supérieurs en science politique, rencontre qui a lieu tous les deux ans.

Fièbre de ses acquis et toujours soucieuse de demeurer au cœur des grands enjeux de la discipline, la SQSP propose pour son congrès annuel de 2014 d'aborder les nombreuses questions que soulève le rôle de la science politique dans la compréhension des grands enjeux de nos sociétés. La science politique est-elle au cœur des préoccupations de la société? Les politologues peuvent-ils apporter une meilleure compréhension des phénomènes actuels? Quelles analyses les politologues peuvent-ils faire des nouvelles formes de participation? La science politique permet-elle de trouver des pistes de solutions pour la gouvernance? Quel rôle les politologues doivent-ils jouer sur la place publique? Autant de questions qui touchent la recherche tant fondamentale qu'appliquée, et qui suscitent des questionnements quant à la façon dont les politologues perçoivent leur discipline. De l'analyse comparée des nouvelles formes de participation et de gouvernance, en passant par l'étude de la *realpolitik* et du comportement politique jusqu'aux idées politiques, tous les champs de la discipline sont conviés à explorer le rôle de la science politique dans nos sociétés lors de ce congrès qui aura lieu à l'Université de Sherbrooke du 21 au 23 mai 2014.



Société
québécoise
de science
politique

La participation de l'AISP...

L'AISP présente au Congrès de la Fédération des sciences humaines à Victoria, Canada

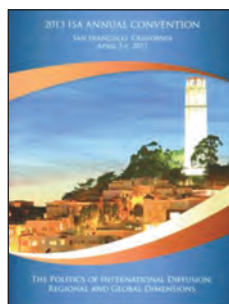


L'AISP était présente à la 82^e édition du Congrès Canadien de la Fédération des sciences humaines qui se tenait à Victoria en juin dernier. La délégation avait l'opportunité de présenter le Congrès de l'AISP qui se tiendra à Montréal en 2014.

La délégation du Comité local d'organisation, dirigée par Stéphane Paquin, a pu constater le très grand enthousiasme des politologues canadiens à l'égard du prochain Congrès de l'AISP. Le stand, opéré par des repré-

sentants du Comité local d'organisation, a aussi aidé à construire des relations avec des universitaires d'autres disciplines. En ce sens, la délégation s'est dite confiante de voir des sociologues, des historiens et des économistes assister au Congrès mondial de Montréal en 2014.

L'AISP à la 54^{ème} Convention annuelle de l'Association des études internationales (ISA)



L'AISP était présente au 54^{ème} congrès annuel de l'Association des études internationales (*International Studies Association*), qui a eu lieu à San Francisco, aux États-Unis, du 3 au 6 avril 2013.

L'AISP y a présenté un panel présidé par Lourdes Sola et Laurence Whitehead, intitulé « En quête de motifs de diffusion : démocraties de marché émergentes et démocraties sociales ». Le secrétariat y a aussi dépêché Mathieu St-Laurent,

directeur des services au membres et des relations extérieures, qui a tenu un kiosque et rencontré les participants comme les exposants et représentants de l'ISA. Son objectif était de promouvoir l'adhésion à l'AISP auprès des participants et de faire connaître ses événements (y compris son prochain Congrès mondial à Montréal), d'établir un contact avec les exposants et de renforcer les relations de l'AISP avec l'ISA en explorant des avenues de collaboration possibles.

L'AISP était présente au 81^{ème} congrès annuel de l'ACFAS



L'AISP a participé au 81^{ème} congrès de l'ACFAS (Association francophone pour le savoir) qui s'est tenu du 6 au 10 mai à l'Université Laval, dans la ville de Québec, sous le thème « Savoirs sans frontières ».

L'événement attira plus de 4000 représentants de partout dans le monde (principalement des étudiants des cycles supérieurs ainsi que des professeurs en provenance de pays francophones), oeuvrant dans un large éventail de disciplines. Le secrétariat de l'AISP y a également dépêché Sarah Veilleux-Poulin, gestionnaire du financement et des communications, qui a pu rencontrer des étudiants de science politique, des professeurs et des rédacteurs en chef. Elle n'a pas manqué d'y promouvoir le Forum mondial des sciences sociales du Conseil international des sciences sociales, qui aura lieu à Montréal en octobre 2013, ainsi que le prochain Congrès mondial de l'AISP, prévu pour juillet 2014. L'accueil du comité organisateur envers l'AISP fut chaleureux et sa présence à l'événement aura renforcé des liens déjà existants avec l'ACFAS ainsi que ses partenaires et commanditaires.

Le Projet d'intégrité électorale

Quand les élections échouent-elles?

**Pippa Norris, Richard W. Frank
et Ferran Martínez I Coma**

Ces dernières années, un trop grand nombre d'élections se sont terminées avec ses protagonistes principaux à couteaux tirés, les partis se disputant âprement sur les résultats et les conflits gagnant la rue. Dans les courses présidentielles serrées où le gagnant emporte tout, on dénonce souvent la fraude, les perdants surtout.

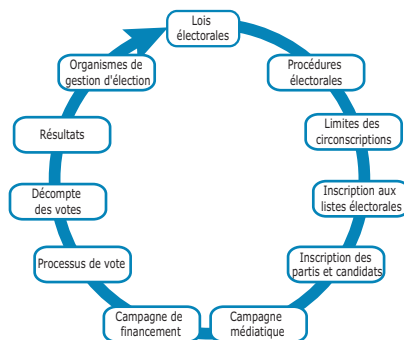
Lorsque surviennent des questions de légitimité, y a-t-il des preuves fiables de la contestation des normes internationales requises? Ou ces contestations sont-elles fruit d'une amertume visant à saper la légitimité des gagnants?

Afin de fournir une source de preuves indépendantes plus systématique, crédible, fiable et légitime, le Projet d'intégrité électorale (Electoral Integrity Project) a lancé, au début de 2013, une nouvelle étude pilote visant à fournir une évaluation officielle de la qualité des élections nationales tenues dans le monde entier. Le projet d'intégrité électorale est développé par une équipe de chercheurs de l'Université de Sydney et de l'Université Harvard, dirigée par la professeur Pippa Norris, en collaboration avec l'Association internationale de science politique, RC23 Élections, Citoyens et Partis (AISP-ECP), ainsi que de nombreuses organisations partenaires de la communauté internationale.

L'étude pilote sur l'intégrité électorale menée en avril et mai 2013 s'est concentré sur vingt États-nations indépendants de partout dans le monde ayant tenu des élections présidentielles ou législatives nationales au cours des six derniers mois, c'est-à-dire durant la période du 1er Juillet au 31 décembre 2012.

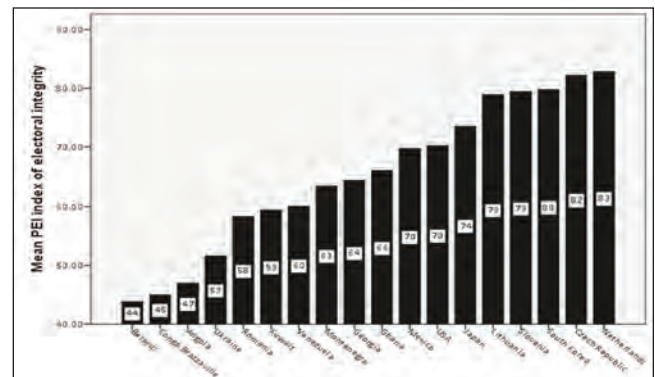
Dans le cadre du projet, environ quarante experts électoraux par pays ont été identifiés, définis comme politologues (ou encore tout autre chercheur d'une discipline connexe des sciences sociales) ou ayant démontré une connaissance du processus électorale dans un pays donné. La sélection a visé un équilibre d'environ 50 : 50 entre experts nationaux et internationaux, ces derniers étant définis par l'emplacement ou la citoyenneté. Les experts ont été invités à répondre à un questionnaire en ligne. Au total, 226 questionnaires remplis ont été reçus pour l'étude pilote, ce qui représente un peu moins du tiers des experts contactés par le projet (30%).

L'idée d'intégrité électorale est définie par le projet afin de référer aux conventions internationales et aux normes mondiales acceptées, s'appliquant universellement à tous les pays dans le monde



tout au long du cycle électoral, comprenant la période préélectorale, la campagne, le jour du scrutin et ses conséquences. Le concept est considéré comme ayant onze sous dimensions dans un cycle séquentiel.

Les résultats du sondage sont examinés en détail ailleurs mais pour un aperçu rapide, voici le classement général des pays comparés.



Source: Pippa Norris, Ferran Martínez i Coma and Richard W. Frank. 2013. *The Expert Survey of Perceptions of Electoral Integrity, Pilot Study April 2013*: www.electoralintegrityproject.com

Globalement, les Pays-Bas, la République Tchèque et la Corée du Sud sont en tête du classement ; ce sont tous des pays ayant récemment tenu des élections sans défaut majeur, selon les observateurs et les commentateurs des médias. Par contre, la Biélorussie, la République du Congo, l'Angola et l'Ukraine apparaissent comme peu performants dans les élections, une évaluation cohérente avec les rapports des observateurs.

Fait intéressant, les États-Unis se classent 7^e parmi les pays comparés, similairement au Mexique et légèrement en dessous de plusieurs nouvelles démocraties. Il émerge alors de l'étude pilote que dans toute société, une plus grande expérience avec des élections démocratiques n'est pas nécessairement un indicateur précis de la qualité perçue des élections contemporaines.

Ainsi l'indice global PEI et les pointages sous dimensionnels plus fins aident à souligner des problèmes particuliers dans chaque pays. Problèmes qui, comme le suggèrent les experts, méritent une attention particulière. Là où on identifie des défauts, les étapes suivantes de la recherche seront d'en établir les causes précises, les conséquences et ce qui peut être appris de manière pratique afin de remédier à la situation à sa prochaine occurrence.

Après l'étude des résultats de l'étude pilote, on déploiera l'enquête au monde entier. Vous êtes invités, via le site internet, à inscrire votre nom à notre liste d'experts et vous pourrez nous aider, après les prochaines élections dans votre pays ou votre pays d'expertise, en répondant au questionnaire.

On discutera également de ce nouveau projet dans d'autres travaux de recherche, lors d'un atelier pré-AISP d'une durée d'un jour, précédant le Congrès mondial à Montréal, le 18 juillet 2014, organisé avec RC23 et Making Electoral Democracy Work.

MERCI!

L'AISP TIENT À REMERCIER TOUTES LES PERSONNES
QUI ONT GÉNÉREUSEMENT CONTRIBUÉ À NOS FONDS.

Vos dons généreux ont aidé l'AISP à poursuivre sa mission de soutien au développement de la science politique partout dans le monde, à construire des réseaux académiques connectant l'Est à l'Ouest et le Nord au Sud, à créer une communauté de science politique inclusive et globale à laquelle chacun peut participer, à promouvoir la collaboration entre chercheurs dans les démocraties établies et émergentes, à soutenir la liberté académique nécessaire à l'épanouissement des sciences sociales.

Fonds Global South Solidarity

Prix Karl Deutsch

Prix de la fondation Mattei Dogan
attribué par l'AISP pour l'excellence en science politique

Bourse Stein Rokkan

Prix Francesco Kjellberg
récompensant l'excellence des articles présentés par les nouveaux chercheurs

Prix Wilma Rule
prix de l'AISP pour la meilleure recherche sur l'identité sexuelle et la politique

Prix Sud global

Prix Meisel-Laponce

Prix RC01 pour l'analyse de concept en science politique

Prix RC01 pour le meilleur pour le meilleur avant-projet en concepts et méthodes (C&M)

Prix commémoratif Charles H. Levine du RC27

Prix Ulrich Kloeti du RC27

1075\$

Wyn Grant

100\$

Max Kaase
Nathaniel Beck
Mark Blyth
Hans Keman
Daniela Piana
Andreas Schedler
Roberto Cartocci
Christopher Hill
Bertrand Badie
Dag Harald Claes
Milja Kurki
Gianpietro Mazzoleni
Helen Milner
Ulises Beltran
Ilter Turan
Klaus von Beyme

75\$

José Alvaro Moises
Anthony Cheung
Michael Doyle
Rainer Eisfeld
Yvonne Galligan
Carlo Guarnieri
Knud Erik Jørgensen
Michael Keating
Iver Neumann
Øyvind Østerud
Ove Pedersen
Antonio Schizzerotto
Ulrich Schneckener
Eva Sørensen
Mariano Torcal
Bram Verschuere
Edmund Wnuk-Lipinski
Kutsal Yesilkagit
Anthony Zito

50\$

Osakwe Ohaemesi
Christos Moutsouris

25\$

Joan Grace

10\$ et moins

Marina Pambou
Evandro Martins Neto
J. R. Joel Flores-Mariscal

Vous pouvez faire un don en remplissant le formulaire d'adhésion

ou

en contactant Mathieu St-Laurent à l'adresse :

mathieu.stlaurent@ipsa.org

Nouvelles des associations nationales



La science politique au Brésil : Développements récents

Leonardo AVRITZER

Président, Association brésilienne de science politique (ABCP)

Carlos R. S. MILANI

Association brésilienne de science politique (ABCP)

La science politique brésilienne consiste en un champ intégré de programmes de recherche et d'études supérieures. Sa fondation remonte aux années soixante et elle est un produit commun de la recherche scientifique dans les domaines de l'économie politique (Belo Horizonte), de la sociologie (Sao Paulo), de la politique intérieure (Rio de Janeiro), du droit et des sciences sociales (Porto Alegre). La discipline émerge comme domaine de recherche en 1974 à l'Université de Brasília, où le département de science politique et de relations internationales crée un programme de premier cycle en relations internationales. Dans les années 1980 et 1990, le savoir académique en science politique au Brésil reste concentré à Sao Paulo et Rio de Janeiro ; aujourd'hui, différents états fédéraux offrent d'excellents programmes d'études supérieures en science politique. Selon le ministère de l'Éducation, il y avait, en 2010, 26 programmes à l'échelle nationale : 58% dans le Sud-Est, 15% dans le Sud, 12% dans le Centre-Ouest, 12% dans le Nord-Est, et 4 % dans le Nord. Ces dernières années, des universités publiques et fédérales ont commencé à offrir des cours de premier cycle en science politique, marquant ainsi une innovation : où on enseignait la science politique dans le cadre de programmes de premier cycle en sciences sociales, la nouvelle tendance montre que les universités publiques établissent des programmes spécifiques en science politique, en politique publique et en gestion publique. Dorénavant les défis principaux de la discipline résident dans l'expansion de sa couverture nationale, le développement d'une dimension internationale et de s'assurer d'une bonne consistance en regard du nombre de candidats inscrits aux études de troisième cycle (maîtrise et doctorat).

Dans ce contexte historique, l'Association de science politique brésilienne (ABCP) encourage depuis 1986 les universitaires, chercheurs, professionnels et étudiants en science politique et de domaines connexes à produire et disséminer savoir, publications et projets. L'ABCP travaille en partenariat avec des instituts de

recherche, des fondations et des agences de développement, tout comme avec des universités ou d'autres organisations publiques ou privées, intéressées à participer à des échanges académiques ou professionnels. L'un de ses principaux buts est d'établir et renouveler les relations institutionnelles avec d'autres associations en science politique, en Amérique latine et au-delà.

Les domaines thématiques suivants sont actuellement abordés : la pensée politique brésilienne ; la démocratie et la culture politique ; l'analyse de la politique étrangère ; la politique et la question de genre ; la politique internationale ; la politique et l'économie ; les institutions politiques ; le politique, le droit et le judiciaire ; la représentation politique et les élections ; la participation politique ; la théorie politique ; l'opinion publique et les communications politiques ; les politiques publiques et les politiques d'état ; l'enseignement et la recherche en science politique.

Lors du dernier congrès de l'ABCP en 2012, les coordinateurs des thématiques ont reçu 963 propositions, dont 502 furent approuvées. Parmi les propositions reçues, 224 concernaient les politiques publiques et 184 portaient sur le thème des relations internationales. En tout, 16,5% provenaient de Sao Paulo, 12,2% de Rio de Janeiro, 10,7% de Rio Grande do Sul, 7,8% de Brasília, et 7,8% de Minas Gerais.

L'ABCP édite également une revue électronique consacrée à la science politique et aux relations internationales. Son objectif principal est de promouvoir l'échange d'idées par la dissémination de recherche de grande qualité issue du Brésil et d'autres pays (*Revue de science politique brésilienne*). À ce jour, tous les articles ont été publiés en anglais. Le projet principal mené par la direction actuelle de l'ABCP s'intitule « Mémoire de science politique brésilienne ». Ce projet vise à dépasser l'état actuel de la littérature sur l'histoire de la science politique au Brésil.

Par un processus collaboratif de construction biographique, méthodologique et conceptuel, nous souhaitons améliorer la compréhension et la dissémination de l'information quant à l'émergence et au développement de ce champ. Pour davantage d'information, rendez-vous à l'adresse : www.cienciapolitica.org.br



Association Tunisienne d'Études Politiques (ATEP)

L'Association tunisienne d'études politiques (ATEP) organise une variété d'événements scientifiques :

- 1- Des journées d'étude intitulées « Conférences de l'ATEP », où des personnalités politiques ou scientifiques sont invitées à discuter d'un thème habituellement lié aux courants politiques en Tunisie.

En novembre 2011, l'ATEP a tenu sa seconde ronde de conférences pour étudier l'élection de l'Assemblée Constituante d'octobre 2011. Ces conférences étaient intitulées « Élection de l'Assemblée Constituante : lectures politiques. » Différents participants y ont présenté leurs interprétations des résultats de l'élection et de leur impact subséquent sur la vie politique.

Les conférences de l'ATEP en mars 2012 ont mis l'accent sur le gouvernement de coalition et les enjeux politiques actuels. Puisque le parti Nahdha majoritaire a été incapable de former un gouvernement d'unité nationale, un gouvernement de coalition nommé Troïka fut formé, avec des représentants de Nahdha, d'Ettakatol et du Congrès pour la République. Les participants ont discuté de l'impact de ce gouvernement de coalition sur l'économie, les politiques étrangères, les libertés civiles et les activités de l'assemblée.

Au début de la période 2012-2013, les conférences de l'ATEP se sont penchées sur la vague islamiste et la quête démocratique du pouvoir. Les sujets abordés étaient, par exemple, les raisons derrière la vague islamiste et le potentiel de partis islamistes à pratiquer une gouvernance démocratique dans les pays du Printemps arabe et en Turquie.

Dans la cinquième ronde de conférences, on aborda le thème fascinant et controversé de la « contre-révolution », avec différents acteurs politiques invités à présenter des points de vue.

La sixième ronde des conférences de l'ATEP concernait la question problématique de la violence politique en Tunisie. Chercheurs et politiciens partagent l'avis que la violence représente l'obstacle principal à la transition démocratique en Tunisie.

La prochaine ronde de conférences est prévue pour octobre et novembre 2013. Les thèmes de discussion incluront « gouvernance et transition » et « la rue et le Printemps arabe ».

- 2- Les conférences de l'ATEP offrent aux professeurs et aux chercheurs la chance de débattre sur des thèmes variés.
- 3- En coopération avec la Faculté des sciences légales et politiques de Tunis, l'ATEP a organisé, en mai 2011, un colloque international intitulé *La transition démocratique à la lumière d'expériences comparées*.
- 4- L'ATEP a l'intention de publier des résumés de ces conférences tout en offrant une section intitulée varia où les chercheurs pourront publier des articles sur d'autres sujets d'intérêt.



Association belge francophone de science politique (ABSP)

Appel à communications

Sixième Congrès triennal de l'Association belge francophone de science politique
« Politique de crise, crises du politique »
10-11 avril 2014, Liège

Thème du congrès :

« C'est la crise »... politique, économique, budgétaire, sociale, internationale, environnementale, sanitaire, financière, ministérielle,... en bref, multidimensionnelle. Depuis plusieurs années, la notion de crise est constamment à l'agenda politique et médiatique. Mobilisée en sens divers, contestée par certains, elle cadre de nombreux débats. Elle sert à donner du sens et à légitimer des actions gouvernementales ou des décisions prises par des acteurs économiques. Si elle renvoie parfois à des périodes brèves, décisives et difficiles, elle fait aussi référence à des changements qui apparaissent tout à fait structurels et dont les effets peuvent être violents pour différents groupes sociaux.

Qu'est-ce qu'une crise du point de vue de la science politique ? Qu'est-ce qu'une politique de crise ? En quoi serait-elle spécifique ? L'étymologie du mot « crise » renvoie aux « décisions » que ce type de période, par définition périlleuse, appelle normalement à prendre. L'apparente capacité à peser sur le cours des événements est par ailleurs au cœur de la légitimité politique. Comment la « crise », économique par exemple, peut-elle alors conduire à une crise du politique qui peut se manifester par divers phénomènes : montée des populismes, de l'extrême-droite, de l'absentéisme électoral, de nouvelles dynamiques de participation, etc.

À l'occasion du sixième Congrès de l'ABSP, il est apparu important d'offrir l'opportunité de faire le point sur les manières dont notre discipline analyse, d'une part, les « politiques de crise » et, d'autre part, les « crises du politique », ainsi que les liens entre ces deux objets. Lors des moments plénières des sections thématiques, l'objectif sera de saisir les acquis des recherches les plus récentes sur ces questions mais également d'échanger sur les nouveaux agendas de recherche et les pistes les plus prometteuses à explorer.

Informations pratiques

L'ABSP lancera un appel à communication le 1er octobre prochain autour d'une série de sections thématiques riches et diverses. Elle invite l'ensemble de ses collègues internationaux à lui faire parvenir leur proposition de communication pour le 20 novembre 2013.

Plus d'informations peuvent être trouvées sur le site de l'ABSP : www.sciencepolitique.be. Tout renseignement complémentaire peut aussi être obtenu auprès du secrétariat de l'ABSP, absp@ulg.ac.be.





L'Association d'études politiques (Royaume-Uni)

Projets spéciaux, stages et le nouveau blog PSA Royaume-Uni

L'Association d'études politiques du Royaume-Uni (Political Studies Association - UK ou PSA UK) a mandaté un nouveau fonds de projets spéciaux, une allocation totale de 10 000 £ en 2013-2014. Les soumissions de projets seront évaluées selon un profil ou un intérêt suffisants, qui saurait générer nationalement ou internationalement davantage de sensibilisation (ou d'impact) des sciences politiques du Royaume-Uni. Le ou les projets gagnants seront annoncés en décembre sur le site de la PSA.

PSA a également lancé une stimulante initiative conjointe avec le Bureau du Comité de la chambre des communes du Royaume-Uni, un programme de placement rémunéré pour l'un de nos estimés membres des cycles supérieurs. Ce programme fournira à un membre qui prépare un doctorat l'opportunité fantastique d'acquérir une expérience de travail concrète à Westminster. Le candidat retenu sera placé au sein d'une équipe de personnel de soutien à un Comité sélect ou de l'Unité d'examen de la Chambre des communes. Le gagnant sera annoncé en septembre sur notre site internet. On trouvera plus d'informations sur ce programme dans la section Réseau universitaire de notre site web.

Enfin, tel qu'annoncé dans le dernier numéro de *Participation*, PSA a récemment renouvelé son site Web. Les lecteurs furent informés que le blog PSA constitue l'une des caractéristiques du nouveau site. Depuis le lancement du site en mars, nous avons reçu plus de 40 soumissions recouvrant une large gamme de sujets, notamment : la montée de l'Ukip, les rébellions dans le Parlement britannique, Margaret Thatcher, la crise politique au Portugal, la contribution de l'UE dans la réforme des politiques publiques grecques, et beaucoup d'autres.

Le blog PSA Royaume-Uni accueille les contributions d'universitaires, de décideurs et des chercheurs du Royaume-Uni et d'ailleurs. Si bloguer vous intéresse, contactez notre rédactrice en chef Louise Thompson à l'adresse blog@psa.ac.uk. Les soumissions devraient être adaptées à un large public et viser à accroître notre engagement et notre compréhension des questions politiques.

Vous pouvez lire le plus récent blog à l'adresse : www.psa.ac.uk/political-insight/blog



Association canadienne de science politique (ACSP)

Du 27 au 29 mai 2014

Congrès annuel ACSP de 2014

Brock University

Président du comité du programme : Peter Graefe, McMaster University

Date limite de soumission : 1 novembre 2013

Félicitations aux récipiendaires 2013 !

Prix de l'ACSP en relations internationales

Frank P. Harvey (2012), *Explaining the Iraq War: Counterfactual Theory, Logic and Evidence*. Cambridge: Cambridge University Press, 349 p.

Prix Vincent-Lemieux

Commandité par les Presses de l'Université Laval
Gabriel Eidelman - *Landlocked: Politics, Property, and the Toronto Waterfront, 1960-2000* (UofT).

Prix John-McMenemy

Frank P. Harvey, "President Al Gore and the 2003 Iraq War: A Counterfactual Test of Conventional Wisdom", *Canadian Journal of Political Science* (2012) (45:1)

Prix Donald-Smiley

William P. Cross, and André Blais, *Politics at the Centre: The Selection and Removal of Party Leaders in the Anglo Parliamentary Democracies*. Oxford: Oxford University Press, 2012.

Prix Jill-Vickers

Tracey Raney, *Leaving Parliament: Gender and Exit in the Ontario Legislature*

Prix pour la présentation visuelle 2013

Cameron Anderson and Laura Stephenson from Western University, *Political Discussion Networks and Political Activities in Canada*

Association chinoise de science politique (Taipei)

Le conseil exécutif de l'Association chinoise de science politique (Taipei) a récemment annoncé que son congrès annuel sera tenu à Taichung, le 16 et 17 novembre 2013. La rencontre sera organisée par l'Institut d'études supérieures en politique nationale et affaires publiques à l'université nationale Chung Hsing. Ce congrès annuel est l'une des deux grandes conférences organisées par la communauté taiwanaise de science politique. On prévoit pour l'édition de 2013 un nombre record de panels et d'articles.

L'an dernier, l'éminent chercheur Yun-Han Chou, de l'Institut de science politique Academia Sinica, a été élu au Conseil de l'Academia Sinica. M. Chu, membre du conseil de l'Association chinoise de science politique (Taipei), est également membre de l'AISP. Son élection est un fait saillant de l'année 2012 pour la communauté taiwanaise de science politique. Le professeur Chou est également président de la Fondation Chiang Ching-kuo pour les échanges universitaires internationaux, un poste qu'il occupe depuis juin 2001.

Fondée en 1932, l'Association chinoise de science politique (Taipei) est l'une des plus anciennes associations académiques nationales et est connue localement comme l'Association chinoise de science politique. Elle a rejoint l'AISP en tant que membre collectif en 1989. Beaucoup de ses membres sont titulaires d'une adhésion individuelle à l'AISP et jouent un rôle actif dans l'organisation des panels, en présentant des articles et dans les réunions de comités de travail. L'association édite et publie également la Revue chinoise de science politique (en chinois), reconnue par le Conseil national des sciences de Taiwan comme l'une des principales revues du pays.





VALTIOTIETEELLINEN YHDISTYS
STATSVETENSKAPLIGA FÖRENINGEN
FINNISH POLITICAL SCIENCE ASSOCIATION

Association finlandaise de science politique

Perspectives comparatives sur la science politique et le genre

Helsinki, 12 au 14 décembre 2013

L'état actuel des études en science politique et des études de genre sera le centre de la conférence. La mondialisation et/ou ses effets sur les sociétés nordiques serviront d'arrière-plan contextuel de référence pour les discussions. En plus de la récente crise économique, l'augmentation des migrations et du multiculturalisme dans les sociétés nordiques, et la montée concomitante du soutien aux partis populistes, posent des défis et nécessitent des idées nouvelles de la part des acteurs politiques et de la science politique en tant que discipline.

Les deux principales perspectives de la conférence proviennent des comités de recherche de l'AIISP, avec des questions plus spécifiques dans les ateliers et les tables rondes. Ces questions comprennent : l'égalité des sexes, la représentation politique et le genre, défis linguistiques et culturels et défis des minorités dans l'ère de la mondialisation. De plus, le passage aux valeurs commerciales dans l'enseignement supérieur et les politiques éducatives sera abordé, particulièrement en relation à ses effets sur la science politique.

La conférence est présentée en collaboration avec l'Association internationale de science politique (AISP), l'Association nordique de science politique (ANOSP) et l'Association finlandaise de science politique (FPSA). Les organisateurs sollicitent des articles concernant la science politique, la politique et le genre dans des perspectives nordiques ou comparatives. Les soumissions sur la politique nordique en général seront également acceptées.

La date de tombée pour les propositions de communications est le 30 septembre 2013. Les soumissions relatives à la science politique en tant que discipline doivent être soumises au président du réseau d'Étude de la science politique en tant que discipline Erkki Berndtson (erkki.berndtson@helsinki.fi). Les soumissions concernant le genre et la politique doivent être adressées à la vice-présidente du réseau Sexe et politique Anne Maria Holli (anne.holli@helsinki.fi). Les soumissions sur la politique nordique peuvent être transmises au secrétaire de la conférence (fpsa-conference@helsinki.fi).

Pour tous les détails, visitez le site Internet de la conférence à l'adresse <http://blogs.helsinki.fi/fpsaconference2013/> ou écrivez à fpsa-conference@helsinki.fi.



Association italienne de science politique

RISP et IPS

La Rivista Italiana di Politica Scienza (RISP - Revue italienne de science politique) est la revue la plus prestigieuse publiée par l'Association italienne de science politique (SISP). Fondée en 1971 par Giovanni Sartori, elle est une contributrice majeure au développement de la science politique en Italie. La RISP publie des articles de recherche évalués par des pairs traitant de tous les aspects du gouvernement, de la politique et des politiques, aussi des sous-champs de la science politique, comme les relations inter-

nationales, la politique comparée, l'administration publique, les politiques publiques et la théorie politique. Sur la recommandation de l'actuel rédacteur en chef Luca Verzichelli (université de Sienne), la RISP a décidé qu'à partir de 2014, elle ne publierait des articles qu'en anglais. L'association a nommé Fabio Franchino (université de Milan) rédacteur en chef et Amie Kreppel (université de Floride) co-rédactrice pour la période 2014-2018.

L'IPS (*Science politique italienne*, www.italianpoliticalscience.eu) est publié en ligne deux fois par an et rédigé en anglais afin de répondre à l'ensemble des membres de l'association et à un lectorat international spécialisé. Il fournit des informations sur la communauté de la science politique du pays et s'efforce de favoriser un sentiment d'appartenance chez ses membres.

Le journal a d'abord été publié en 2007 grâce aux efforts généreux des professeurs Maurizio Cotta et Gilberto Capano, qui en furent les co-éditeurs ses cinq premières années. En Janvier 2013, les professeurs Stefania Panebianco (stefapnb@unict.it) et Francesco Zucchini (francesco.zucchini@unimi.it) reprirent le rôle de co-éditeurs et travaillent depuis, avec le nouveau comité de rédaction, à redéfinir la structure de la revue en ligne.

Les sujets abordés par la revue en ligne comprennent : la recherche et l'enseignement en science politique, la communauté de la science politique, l'interaction entre la science politique et autres sciences sociales, la présence de la science politique dans les systèmes universitaires italiens et européens, et le rôle de la science politique vis-à-vis des décideurs. La revue propose également des critiques de livres, des offres d'emploi et de l'information sur les subventions et les conférences internationales. Des numéros thématiques couvrent les sujets cruciaux de la discipline.

L'Association indienne de science politique

55^e conférence annuelle

L'Association indienne de science politique (AISP) tiendra son 55^e congrès annuel à l'Université de Madras, Chennai, du 20 au 22 décembre 2013. L'événement marque le jubilé anniversaire de platine de la première conférence de l'AISP, qui eut lieu à la principauté de Bénarès le 1^{er} décembre 1938. Le thème principal de la conférence est « Revisiter la théorie politique et les systèmes politiques : oriental et occidental ».

Les panels et sous-thèmes :

1. L'état des études en science politique
2. Pensée politique et théorie en Inde : leçons du passé
3. L'avenir de l'État dans le monde globalisé
4. Discours sur le genre
5. Politique et décentralisation démocratique en Inde
6. Politiques des mouvements violents et non-violents
7. Politique et gouvernance démocratique en Inde
8. Politique et activisme non-étatique
9. Le nouvel ordre mondial et l'Inde
10. Contours de l'économie politique moderne
11. Systèmes politiques et démocratie
12. Questions de culture administrative et gouvernance
13. Perspectives sur la politique d'État en Inde
14. La nature émergente des organisations internationales
15. Contours de la politique globale
16. Gouvernement et politiques à Tamil Nadu



Appel de candidatures : les résumés des communications (incluant le panel/thème choisi par l'auteur ainsi que son adresse complète) doivent être transmis à l'adresse ipsa2013chennai@gmail.com, au plus tard le 31 octobre 2013. Les résumés ne doivent pas dépasser 300 mots et le fichier doit être en format MS Word.

L'information complète est disponible sur le site officiel : www.ijps.net



Association de science politique d'Israël

Nouvelles pour 2013

La conférence annuelle de l'ISPSA, intitulée « L'état des démocraties de plus de 50 ans », s'est tenue à l'Université hébraïque de Jérusalem le 2 mai 2013. Plus de 70 intervenants et 200 participants ont assisté à l'événement. Il y avait 20 panels, sur des sujets allant de la politique électorale à la théorie politique, des relations internationales aux politiques publiques. La prochaine conférence annuelle est prévue pour mai 2014. Des détails seront rendus disponibles par la liste d'envoi « Politique ». Écrivez à l'adresse politicslistil@gmail.com pour vous inscrire et recevoir des mises à jour et entrer en communication avec près de 1 000 collègues israéliens.

Le projet principal de l'ISPSA pour l'année qui vient verra l'association former une équipe pour l'étude de l'état de l'éducation relativement aux valeurs démocratiques en Israël. Au cours des dernières années, c'est devenu un problème saillant à l'agenda public israélien, mais les scientifiques et les théoriciens politiques ont été largement absents du débat public. Il est à espérer que l'équipe sera composée de personnalités académiques de premier plan ainsi que d'anciens fonctionnaires du ministère de l'éducation. Son objectif sera de présenter une position officielle de l'ISPSA sur cette importante question et de promouvoir une éducation améliorée concernant toutes les questions liées à la démocratie et aux valeurs démocratiques dans le système éducatif israélien.

Également, l'ISPSA a coparrainé un comité de terminologie hébraïque dans le domaine des sciences politiques, en tandem avec l'Académie de la langue hébraïque. Le comité examine les termes étrangers couramment utilisés dans la discipline et propose des traductions en hébreu.



Association lituanienne de science politique

Conférence électorale

Le 31 mai, l'Association lituanienne de science politique (LPSA) a tenu sa conférence électorale. L'événement a coïncidé avec une recherche renouvelée de perspectives et de changement. Pour augmenter le nombre de ses membres et promouvoir le développement de la science politique et la coopération interdisciplinaire, la LPSA s'est tournée vers les politologues émergents de Lituanie. Le Dr. Liutauras Gudžinskas a été élu président de la LPSA, succédant à Jūratė Novagrockienė, un pionnier de la science politique en Lituanie et l'un des fondateurs de la LPSA. En 2012, Liutauras Gudžinskas a soutenu sa thèse à l'Institut des relations internationales et de science politique de l'Université de Vilnius. La thèse était intitulée « Transformation des États post-communistes et de leurs régimes de bien-être social : une analyse comparative des pays baltes ». M. Gudžinskas est également directeur du Centre des études nord européennes à l'université de

Vilnius (VU IIRPS) et rédacteur en chef du *Journal Baltique de science politique* (nouvellement accrédité « évalué par des pairs »), qui remplace l'*Annuaire lituanien de science politique*.

Les principaux objectifs du président élu sont : (a) d'élargir l'adhésion à la LPSA au sein de la communauté universitaire locale et d'attirer des chercheurs internationaux de Lituanie ou de s'intéressant à la politique lituanienne ; (b) de renforcer ses capacités organisationnelles en empruntant aux meilleures pratiques de ses homologues internationaux ; et (c) de continuer à développer une approche intégrée pour l'étude de la politique lituanienne.

Les participants à la conférence ont également réélu son vice-président, la professeure Irmina Matonytė, ainsi que d'un nouveau conseil pour un mandat de deux ans. La table ronde s'est tenue avant le début de la conférence électorale et s'est concentré sur les principaux problèmes de communication entre les journalistes et les politologues et les moyens possibles pour améliorer la transparence et la compréhension mutuelle entre ces deux groupes professionnels.

L'Association russe de science politique



Appel de candidatures

L'Association russe de science politique reçoit les propositions de conférence de recherche russe intitulée « Gouvernement, affaires et société civile dans la modernisation de la Russie : institutions, politiques et pratiques de coopération politique ». Organisée par l'Institut d'information scientifique sur les sciences sociales, la conférence aura lieu à Moscou, en Russie, le 22 et le 23 novembre 2013.

La conférence a pour but de donner un élan renouvelé à la recherche sur la modernisation de la Russie. Quel modèle de modernisation doit être choisi et à quelle profondeur la transformation devrait-elle opérer afin de réaliser un progrès réel et améliorer la qualité de vie en Russie ?

Les questions suivantes seront abordées :

- La Russie dispose-t-elle des conditions nécessaires pour un réel développement dans les relations sociales, économiques et politiques ? Quelles directions un tel développement devrait-il prendre ?
- Le mouvement de protestation sociale qui a émergé à la suite des élections législatives de 2011 est-il un indicateur de la nécessité d'une interaction cohérente entre les autorités et la société, afin d'aboutir à une réforme et à l'amélioration des institutions et des pratiques modernes ? Comment les négociations s'y apparentant peuvent-elles réussir ?
- Est-ce que la crise économique mondiale a contraint les acteurs politiques de premier plan, au sein du gouvernement, du monde des affaires et de la société civile Russes, à élaborer une stratégie de renouvellement et de coopération ? Que faire pour améliorer le processus d'innovation dans le pays ?
- Dans le contexte des relations internationales, quel type de stratégies et tactiques peuvent être utilisées pour moderniser la relation entre le gouvernement et la société civile et entre le gouvernement et les entreprises ?

Le formulaire d'inscription à la conférence est disponible sur le site de l'Association russe de science politique à l'adresse www.rapn.ru. S'il vous plaît inclure un résumé de votre présentation sous forme de fichier en format MS Word. Pour plus d'informations : rapn@rapn.ru

Nouvelles des réseaux de chercheurs

Première Conférence Internationale sur les politiques publiques

Philippe ZITTOUN

Chercheur en science politique au LET-ENTPE, Université de Lyon
 Coordinateur de la Conférence Internationale sur les politiques publiques

En juillet 2012, à l'occasion du dernier congrès de l'AISP à Madrid, six Comités de recherche (RC05 - Examen comparatif des politiques et gouvernements locaux ; RC19 - Les sexes et la politique ; RC25 - Politique de santé publique comparée ; RC30 - Politiques publiques comparées ; RC32 - Politique et administration publiques ; RC38 - Entreprises et politique) ont décidé de joindre leur effort pour organiser une manifestation scientifique commune dans l'année entre les congrès de l'AISP.



les politiques de santé, d'éducation ou de sécurité, à des sujets plus transversaux qu'ils soient théoriques ou méthodologiques.

Cette conférence a également été l'occasion d'un débat général grâce à l'organisation de trois sessions plénières. La première session a porté sur les approches contemporaines des politiques publiques. Animée par Guy Peters, cette table ronde a permis à huit

chercheurs de présenter un état de l'art de leur approche et d'ouvrir un débat sur les enjeux d'aujourd'hui et les problématiques de demain. Une seconde table ronde a porté sur les revues académiques de politiques publiques. Huit éditeurs des principaux journaux portant sur les politiques publiques

sont venus débattre de leur politique éditoriale et de l'avenir. Enfin, une troisième session plénière a été organisée autour d'une intervention de Giandomenico Majone, commentée par Claudio Radaelli.

Fort de son succès, cette conférence a marqué un véritable tournant dans l'histoire des politiques publiques et d'ores et déjà, la discussion sur une deuxième édition en 2015 a commencé.



Organisée par Science Po Grenoble, l'ENTPE, les laboratoires PACTE et LET et l'Association Française de Science Politique, la première conférence a eu lieu à Grenoble (France) du 26 au 28 juin 2013. Avec plus de 950 participants provenant de près de 60 pays différents, cette conférence a rencontré un succès inattendu.

Pendant près de trois jours, près de 750 communications ont été présentées au cours de 170 sessions de deux heures. Les participants ont débattus de très nombreux sujets, allant de thématiques particulières comme





RC01 – Concepts et méthodes

Atelier conjoint RC01-SAAP sur le populisme

Le vendredi 19 juillet, le réseau de chercheurs RC01 Concepts et méthodes et l'Association argentine d'analyse politique (SAAP) a présenté un atelier conjoint intitulé « Le populisme : revisiter le concept et ses utilisations » à l'Universidad Nacional de Entre Ríos à Paraná, en Argentine. L'atelier a été organisé en collaboration avec le XI^e Congrès national de science politique, la plus grande conférence nationale en Ibéro-Amérique.

L'atelier a présenté des exposés de Francisco Panizza (London School of Economics and Political Science) et Philippe Schmitter (Institut universitaire européen) traitant des débats contemporains concernant la formation et l'utilisation de concepts, avec un accent particulier sur le concept de populisme. Les deux présentations principales étaient considérées comme des conceptualisations alternatives du populisme dans une perspective comparative, ouvrant la voie à un débat plus large sur ces questions, y compris par des contributions des autres membres du RC01 et de la SAAP.

Cet événement visait à augmenter la représentation des chercheurs de langue espagnole au sein des membres du RC01 et de promouvoir la collaboration entre les membres d'Amérique latine du RC01. La SAAP est la plus grande association nationale des sciences politiques d'Amérique latine et des Caraïbes. Ses conférences nationales attirent des universitaires, des praticiens, des politiciens et des étudiants d'Amérique latine, d'Espagne, d'Italie et d'ailleurs.

RC16 - Pluralisme sociopolitique

Le réseau de chercheurs RC16 sera actif au 23^e Congrès mondial en 2014. À ce jour, quatre panels ont été acceptés :

- Pluralisme, fédéralisme et sécurité ? Les défis de la gouvernance dans les Amériques
- Le pluralisme est-il toujours pertinent dans le monde contemporain ? Évaluation de paradigmes alternatifs
- L'état du pluralisme. La diversité des intérêts dans la variété des arènes politiques
- Les lobbyistes dans la gouvernance contemporaine : Forces et faiblesses de la démocratie pluraliste. Une évaluation politico-sociologique des relations plurielles entre groupes d'intérêt et institutions politiques

Les soumissions sont les bienvenues pour les trois panneaux précités (voir aussi la page web du RC : www.ipsa-pluralism.com). Les propositions de panels fermés sont également les bienvenues et fortement encouragées.

Vous êtes invités à soumettre aux quatre des panels mentionnés ci-haut (vous pouvez consulter la page des RC : www.ipsa-pluralism.com). Les soumissions aux panels fermés sont aussi les bienvenues et fortement encouragées.

RC19 – Les sexes et la politique

Événement inter-congrès

RC19 a prévu une réunion inter-congrès sur le potentiel et les limites de la politique d'égalité nordique à l'époque du changement et de la mondialisation. La réunion a lieu à Helsinki, en Finlande, du 12 au 14 décembre 2013.

La réunion fait partie d'une conférence intitulée « Perspectives sur la science politique et le genre ». La conférence est organisée conjointement par l'Association internationale de science politique (AISP), les comités de recherche RC19 (Les sexes et la politique) et RC33 (Étude de la science politique en tant que discipline), l'Association nordique de science politique (NOPSA) et l'Association de science politique finlandaise (FPSA). L'événement aura lieu en conjonction avec la réunion du Comité exécutif de l'AISP à Helsinki. L'Association nordique de science politique et l'Association finlandaise de science politique organiseront également des événements au cours de la conférence.

Thème : Les pays nordiques ont longtemps été considérés comme des modèles quant à l'égalité des sexes, une haute représentation des femmes en politique et ses politiques « favorables aux femmes » faisant la promotion, pour les deux sexes, de modèles doubles de soutien familial/carrière. Le but de cette réunion est d'offrir un forum pour l'analyse critique de la situation et des perspectives pour l'avenir des sociétés nordiques, dans le cadre de l'économie mondiale, de l'augmentation de la migration et du multiculturalisme et du soutien croissant pour des partis populistes souvent anti-égalitaires et anti-immigration. Des universitaires féministes de premier plan dans le domaine feront partie des conférenciers et des participants. Les organisateurs invitent toute proposition de communication pour les séances d'atelier prévues sur ce thème.

Pour tous les détails, consultez le site de la conférence : <http://blogs.helsinki.fi/fpsaconference2013>

Programme

Table ronde : Que peut contribuer à la science politique les études féministes (nordiques)?

Présidente: Anne Maria Holli (Université d'Helsinki)

Terrell Carver (Université de Bristol) : « Le genre n'est pas synonyme de femme »

Linda Cardinal (Université d'Ottawa) : « Science politique, études féministes, minorités et intersectionnalité »

Birte Siim (Université d'Aalborg) : « Le défi de recadrer la citoyenneté et l'égalité des sexes – une perspective (féministe) nordique »

Lenita Freidenvall (Université de Stockholm) : « Égalité des sexes : acteurs, institutions et processus »

Ateliers :

1. Analyse politique féministe critique. Défis théoriques, méthodologiques et empiriques
Présidente : Malin Rönnblom (Université d'Umeå)

2. Égalité des sexes, nationalisme et bien-être : contestations intersectionnelles et politiques d'appartenance
Présidente : Pauline Stoltz (Université d'Aalborg)

3. Atelier ouvert

Présidente : Lenita Freidenvall (Université de Stockholm)

4. Politiques de l'égalité des sexes à l'époque du changement et de la mondialisation - perspectives comparées

Présidente : Christina Bergqvist (Université d'Uppsala)



RC21 - Socialisation et éducation politique

Le domaine d'intérêt principal du RC21 se situe dans le vaste champ de la socialisation et de l'éducation politique. Il vise à faire avancer l'étude de la socialisation et de l'éducation politique en encourageant la recherche, en particulier les études transnationales ; à disséminer des informations pertinentes lors de réunions internationales, d'ateliers et de conférences ; publier la recherche avancée ; et à fournir un cadre pour la coopération entre les individus et les organismes intéressés par l'enseignement et la recherche sur la socialisation et l'éducation politiques, sur les droits et responsabilités des citoyens. La diversité des thèmes et le lien direct avec la psychologie politique a donné lieu à une grande et productive coopération avec le comité RC29 sur la psychologie politique.

Événements à venir

Cette année, entre la réunion du RC21-29 de septembre 2013 (à Xuzhou, en Chine) et la réunion de l'an prochain (à Lublin, en Pologne), nous sommes déjà en train de planifier notre participation au Congrès mondial de l'AISP en 2014.

Avec autant de membres et d'amis dévoués, comme le témoigne Madrid en 2012, le RC21 sur la socialisation et l'éducation politique sera à nouveau présent. Nous invitons chacun à se joindre à nous l'an prochain en soumettant un panel (fermé) et/ou une proposition d'article.

Nous avons récemment lancé un appel de propositions pour un résumé/article pour un panel. N'importe qui peut soumettre un résumé. Pour soumettre, les participants doivent cependant posséder un compte AISP gratuit. Pour ouvrir un compte, il suffit d'aller sur le site de l'AISP et de vous y inscrire.

Le site du 23^e Congrès mondial de science politique accepte maintenant les soumissions de panels et d'articles. Pour tous les détails à propos de la conférence et de ses thèmes principaux, et pour connaître les directives de soumission et les dates de tombée importantes, visitez le site web à l'adresse : <http://ipsa.org/events/congress/montreal2014/theme>

Proposer un panel fermé est facile. La soumission doit être reçue avant le 7 octobre 2013. Toutes les règles de participation et d'inscription sont expliquées en détail sur le site. Pour soumettre un panel, visitez www.ipsa.org/events/congress/montreal2014/submit-panel.

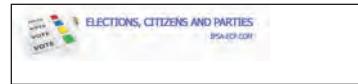
Pour soumettre une proposition de résumé/article (date de tombée : 7 octobre 2013), allez à www.ipsa.org/events/congress/montreal2014/submit-abstractpaper-proposal

Politique, culture et socialisation

Nous profitons de cette opportunité pour lancer un appel de manuscrits pour la publication dans notre journal scientifique,

Politique, culture et socialisation (PC&S). Le journal s'est engagé à publier des travaux récents et importants de tous les domaines de la socialisation politique et d'éducation civique, de la culture politique, de la psychologie et des communications. *PC&S* publie des articles sur les recherches scientifiques actuelles ainsi que de la théorie et de la méthodologie. La revue comporte également une section pour les critiques de livres.

Pour plus d'informations sur le RC21, y compris les conférences à venir, les modalités d'adhésion et la revue PC&S, visitez notre site web à l'adresse : www.politicalsocialization.org



RC23 – Élections, citoyens et partis politiques

Atelier : Citoyens, partis et contextes électoraux

Atelier d'un jour précédant le Congrès mondial de l'AISP
Vendredi le 18 juillet 2014, de 10h à 19h
Montréal, Canada

Organisateurs : Prof. Elisabeth Gidengil (Université McGill) et Dr. Ferran Martinez i Coma (Université de Sydney)

Co-parrains : Making Electoral Democracy Work : <http://electoral-democracy.com> ; the Electoral Integrity Project : www.electoralintegrityproject.com ; le comité de recherche de l'AISP sur les Élections, citoyens et partis politiques : www.ipsa-ecp.com

Synopsis : L'étude de la manière dont les citoyens et les partis agissent dans différents contextes électoraux est une préoccupation croissante de la recherche comparative. Le projet Making Electoral Democracy Work (MEDW) examine comment les règles du jeu (en particulier le système électoral) et le contexte électoral (notamment la compétitivité et de l'importance d'une élection) influencent la relation dynamique et réciproque entre les électeurs et les partis dans plusieurs États démocratiques matures, dont le Canada, la France, l'Allemagne, l'Espagne et la Suisse. Le projet d'intégrité électorale élargit encore davantage l'objectif en examinant comment la qualité d'un quelconque concours ainsi que les malversations courantes affectent les citoyens et les élites lors d'élections nationales à travers le monde. Cet atelier reçoit favorablement les propositions d'articles qui utilisent des méthodes et approches multiples sur plusieurs questions connexes :

- Quel est l'impact des règles électorales et de l'intégrité électorale sur la participation civique et plus particulièrement sur la participation électorale et l'activisme de campagne ?
- Quel est l'impact des règles électorales et de l'intégrité électorale sur la représentation politique, en particulier en termes de responsabilité des élus ?
- Quel est l'impact des règles électorales et de l'intégrité électorale sur le choix d'un parti et le comportement de vote ?
- Quel est l'impact des règles électorales et de l'intégrité électorale sur le comportement des partis politiques ?

Davantage de détails sont disponibles à l'adresse : www.electoralintegrity.com.

Les requêtes peuvent être envoyées à electoralintegrity@gmail.com.

Il n'y a pas de frais d'inscription. Les participants se verront offrir

des rafraîchissements et un buffet au déjeuner. Il y aura aussi un cocktail du soir, avec un dîner réservé aux présentateurs d'articles. Un nombre limité de bourses de voyage seront accordées aux étudiants diplômés et les collègues des pays en développement pour compenser les frais de voyage.

Making Electoral Democracy Work est un projet collaboratif international financé par les sciences sociales et le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, sous la direction d'André Blais. Il réunit une équipe de spécialistes d'Europe, du Canada et des États-Unis.

Le Projet pour l'intégrité électorale est une étude universitaire indépendante menée par des chercheurs du département de Gouvernement et relations internationales de l'Université de Sydney et de la John F. Kennedy School of Government de l'Université Harvard. Il est financé par de nombreux agents partenaires, dont le Conseil australien de la recherche.

Le réseau de chercheurs Élections, citoyens et partis politiques (IPSA-ECP) de l'AISP se concentre sur l'analyse des élections et des systèmes électoraux, de l'activisme civique et des partis politiques, à l'intérieur des États-nations et au-delà.

RC25 - Politique de santé publique comparée

Plusieurs comités de recherche de l'AISP ont joint l'Association française de science politique (AFSP) pour la Première conférence de politiques publiques, qui eut lieu à Grenoble du 26 au 28 juin 2013.

La conférence a attiré une grande gamme de participants de diverses disciplines, professions et continents. Le RC25 y a parrainé sept panels.

Le panel ouvert présidé par Kieke Okma aborde les « politiques de l'inaction », en relation à des patients en état végétatif en Israël, où le droit de veto religieux et la fragmentation politique entravent un débat rationnel et une stratégie nationale concernant ces patients. On y a également discuté d'une analyse institutionnelle qui visait à étudier la « consommation » (ou son absence) des résultats de la recherche par les décideurs politiques. Ensuite, le panel a porté son attention sur les origines et le devenir du *Patient Protection Act* et de l'*Affordable Care Act* de 2010 aux États-Unis, avec Patrick Fafard présidant une table ronde sur « L'élargissement de l'agenda de santé publique ».

En effet, l'agenda s'étend du changement comportemental et du rôle des idées, des intérêts et des institutions dans l'établissement de politiques de santé à la nouvelle gouvernance intersectorielle pour la santé et la participation communautaire au Brésil. Le panel de Jim Bjorkman a discuté des réformes de santé récentes dans des pays d'Europe centrale et de l'Est. Certaines de ces études ont été publiées dans un livre édité par Bjorkman et Juraj Nemec. Claus Wendt présida une réunion sur les changements récents dans l'assurance sociale de santé en Allemagne, en France et au Japon. Une question consistait à savoir si (comme les décideurs semblent le supposer) donner un rôle plus important au marché réduirait le rôle de l'État. De toute évidence, cela n'a pas été le cas. En effet, les études confirment que les marchés ont besoin d'une réglementation gouvernementale poussée pour obtenir des résultats socialement acceptables. Le panel organisé par Hal Colebatch a exploré les questions suivantes : les réformes de santé en Irlande ; la « théorie de la complexité » et l'analyse des systèmes des soins de santé ; le rôle des organisations internationales et des ONG dans les pays à faible revenu ; le traitement des médecines alternatives dans les décisions sur les droits ; l'évolution, au Canada, des paradigmes (« discours ») de l'État et la responsabilité liée à la santé mentale ;

l'utilisation de cibles comme instruments politiques (un sujet de discussion qu'abordent plusieurs autres panels).

Comme c'est le cas au Brésil, la nouvelle constitution colombienne cadre la santé comme un droit universel. Cela s'est traduit par des propositions pour un vaste réseau de conseils consultatifs régionaux et nationaux sur les politiques de santé, ainsi que sur les questions soulevées de représentation populaire et d'efficacité (comme dans d'autres états fédéraux). Howard Palley a présidé le panel sur le fédéralisme et la prise de décision sous-nationale (qui n'est pas, par conséquent, réservée aux soins de santé). De nombreux pays sont confrontés à un dilemme provoqué par la décentralisation des prises de décisions (déplaçant à la fois le blâme et les risques financiers), ce qui conduit à des inégalités régionales et des variations dans la santé et la prestation des soins de santé.

La discussion a porté sur le Canada, l'Allemagne, la Suisse, l'Australie, le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Italie. Le panel sur le changement démographique, présidé par Michael Gusmano, a abordé les questions suivantes : l'ajustement du fonds de pension pour les employés du secteur public à Taiwan, en Corée du Sud et au Japon (avec des similitudes en Amérique du Nord et Europe) ; les politiques publiques pour amortir le changement démographique au Japon (politiques qui semblent être davantage fondées sur la peur du « tsunami démographique » que sur des faits réels) ; les efforts pour développer un nouveau cadre analytique pour discuter des politiques européennes sur « l'apprentissage à vie » - une question de politique intéressante, marquée par un décalage entre les ambitions de l'élite de décideurs et des préférences des employés et des autres personnes que touchent ces mesures.

Les discussions ont clairement démontré les avantages de la comparaison systématique entre les pays (ou autres juridictions telles que les gouvernements régionaux ou locaux) et d'établir des distinctions entre les cas jugés « les plus similaires » et « les plus différents » basées sur diverses approches méthodologiques.

Plusieurs panels ont déjà suscité des propositions pour des séances de suivi au courant de la réunion de l'AISP à Montréal en 2014. Stimulés par la forte participation (près de 900 participants ont assisté à l'événement), les organisateurs de la conférence envisagent une réunion de suivi dans deux ans, avec la possibilité de mettre en place un comité préparatoire composé de représentants de plusieurs RC de l'AISP. Une question spécifique pour notre comité de recherche est de savoir si une telle participation signifie automatiquement qu'il n'y aura pas de réunion autonome du RC25 en 2015.

RC26 - Droits de la personne

Le réseau de chercheurs RC26 Droits de la personne a présenté une conférence conjointe sur « La protection des droits de l'homme : institutions et pratiques » en collaboration avec le



Comité de recherche en droits humains de l'Association russe de science politique et l'Université nationale de recherche en hautes études économiques de Saint-Petersbourg. L'événement a eu lieu à Saint-Petersbourg, en Russie, le 13 et 14 juin 2013. Environ 26 chercheurs et praticiens

se sont réunis pour analyser et comparer les mécanismes gouvernementaux et non-gouvernementaux de protection des droits de l'homme au sein de « jeunes » démocraties stables. Cinq panels ont

été organisés autour des thèmes suivants : les politiques nationales et régionales des droits de l'homme ; le système russe de l'ombudsman comme étude de cas ; droits de l'homme dans les sociétés post-conflit et de transition ; les relations entre les organisations internationales et les ONG de défense des droits de l'homme ; le Printemps arabe et les droits de l'homme.



RC28 - Fédéralisme et gouvernance multi-niveaux comparés

Atelier : Projets futurs sous une nouvelle appellation

Le RC28 s'appelle maintenant « Fédéralisme et gouvernance multi-niveaux comparés ». Lors de la réunion annuelle du RC28 en juillet 2012 à Madrid (Espagne), les membres ont voté à l'unanimité en faveur du changement de nom du comité de recherche afin de mieux refléter sa mission et ses objectifs ainsi que sa base de membres, qui recouvre (de plus en plus) de pays fédéraux et non fédéraux. Le changement de nom a été approuvé par le Comité exécutif de l'AISP lors de sa réunion printanière.

Le réseau RC28 Fédéralisme et gouvernance multi-niveaux comparés tiendra son assemblée annuelle de 2013 en collaboration avec le Centre de politique publique et de gouvernance au collège Ramjas, Université de Delhi, à New Delhi (Inde). L'événement se déroulera du 14 novembre au 16 mai 2013. Le thème de la conférence est « Repenser le politique, les politiques et la gouvernance dans les systèmes fédéraux : L'Inde et le monde ». Les problèmes politiques mondiaux auxquels font face les économies et les régimes politiques d'aujourd'hui rendent d'autant plus pertinent de déterminer quelles structures de gouvernance favorisent des réponses adéquates. Le fédéralisme comparé jouit d'une longue tradition, a façonné des institutions et des structures administratives qui répondent efficacement aux problèmes et améliorent le bien-être social. Tenue sous la forme d'une panel, cette conférence rassemble les recherches du fédéralisme comparatif en politique, sur les politiques et en gouvernance, avec l'objectif de comparer les questions de recherches, les méthodes et les résultats apparentés.

Pour le prochain Congrès mondial à Montréal, le RC28 a composé une sélection passionnante de panels touchant à la crise financière mondiale, la compétitivité des régions, la décentralisation, les relations mondiales et locales, le gouvernement par réseaux, la citoyenneté, la langue, et plus encore. Ces panels - dont plusieurs sont organisés en collaboration avec d'autres comités de recherche - sont en attente de propositions de communications avant la date de tombée de l'AISP en octobre.

Jetez un coup d'oeil aux autres initiatives du RC28 sur son site : <http://ipsarc28.wordpress.com>

Pour tout autre question, contactez la présidente du RC28, Sonja Walti, à l'adresse : walti@american.edu

RC30 - Politiques publiques comparées

Dans la foulée du grand succès de sa représentation lors du Congrès mondial de l'AISP à Madrid en juin 2012, le réseau RC30 a été très actif cette année. Depuis la dernière mise à jour de notre bulletin d'information, le nouveau comité exécutif - le président Mike Howlett (SFU/NUS), le co-président M. Ramesh (NUS) et le secrétaire Giliberto Capano (Bologne) - a travaillé à plusieurs projets pour faire avancer les affaires du RC, avec l'aide de membres du conseil Iris Geva-mai (SFU), Eva Heidbreder (Dusseldorf), Darryl Jarvis (HKIED), Stephen Jones (Queensland), Christoph Knill (Konstanz), Raul Lejano (Irvine), Apiwat Ratanawaraha (Chulalongkorn), Christine Rothmayr (Montréal) et Donley Studlar (West Virginia).

Tout d'abord, nous sommes très heureux d'avoir été parmi les co-sponsors de la récente Conférence internationale sur la politique publique tenue cette année en juin à Grenoble (France). L'événement a attiré plus de 1000 participants et a été organisé conjointement par six comités de recherche de l'AISP ainsi que la section de politique publique de l'Association américaine de science politique, le Forum international d'analyse politique comparative, le Consortium européen pour la recherche politique (ECPR) et d'autres organismes nationaux et internationaux. Les membres du comité exécutif du RC30 ont siégé sur les comités scientifiques et d'organisation de la conférence et ont joué un rôle crucial dans sa réussite. La conférence a maintenant un secrétariat permanent à l'école Kuan Yew Lee de politique publique à l'Université nationale de Singapour, et les préparatifs pour l'ICPP II de 2015 sont pour très bientôt, après le Congrès mondial de Montréal 2014 de l'AISP.

Deuxièmement, comme indiqué précédemment, le comité exécutif a créé un groupe Google pour les communications courriel du RC30. Il est maintenant heureux d'annoncer son utilisation fréquente par les membres voulant faire connaître les conférences de recherche et les publications d'intérêt aux autres membres. Quiconque peut s'inscrire à la liste modérée en allant à l'adresse : <https://groups.google.com/forum/#!forum/rc30>. Une page Facebook a également été créée, les membres sont invités à l'« aimer » à cette adresse : <https://www.facebook.com/pages/IPSA-Research-Committee-on-Comparative-Public-Policy-RC30/126634394081943?fref=ts>.

Nous sommes heureux de noter la publication, dans la *International Library of Policy Analysis* (ILPA), du premier volume de la série de livres sur l'analyse de la politique au Brésil. Cette série est co-parrainée par le RC30 et le Forum ICPA (www.icpa.ca/icpaf). Les détails sont disponibles sur le site ILPA : www.policypress.co.uk/series_results.asp?ds=International%20Library%20of%20Policy%20Analysis&SF1=series_exact&ST1=INTERNATIONALLIBRARYOFPOLICYANALYSIS&sort=sort_date/d&

La nouvelle importante, à l'heure actuelle, concerne les préparatifs du prochain Congrès mondial de l'AISP à Montréal, au Canada, en juillet 2014. L'appel de propositions a été lancé en mai dernier, l'appel pour les panels ouverts s'est terminé le 11 juillet, mais la date limite du dernier appel pour les communications et les panels fermés n'est pas avant le 7 octobre 2013. Nous vous encourageons fortement à soumettre un article sur le site web de la conférence www.ipsa.org/events/congress/montreal2014/theme ou à proposer un panel dans la section fermée. Cependant, gardez à l'esprit que chaque RC ne sera en mesure de présenter que 10 panels à Montréal, mais il y aura des possibilités illimitées pour les panels coparrainés par un ou plusieurs RC.

Enfin, nous tenons à rappeler aux membres que le RC30 est affilié et parrainé par deux revues de grande qualité traitant de questions de politique, et encourageons les membres à leur soumettre les résultats de leurs recherches. Les deux revues en question sont *Policy and Society* (Elsevier) www.journals.elsevier.com/policy-and-society/, qui se spécialise dans les questions thématiques et des recueils d'articles, et le *Journal of Comparative Policy Analysis* (Routledge) www.tandfonline.com/action/aboutThisJournal?journalCode=fcpa20, qui publie des numéros thématiques et des articles référés réguliers.

Nous avons également établi des liens avec une nouvelle série de livres publiés par Palgrave MacMillan intitulée *Études de l'économie politique des politiques publiques*. www.palgrave.com/products/SearchResults.aspx?s=PEPP&fid=9265. Pour publier dans cette série, les membres du RC30 sont invités à soumettre des manuscrits de la longueur d'un livre.

Le comité exécutif de RC30
Michael Howlett
M. Ramesh
Gilberto Capano

RC33 - L'étude de la science politique en tant que discipline

Réunion intérimaire

RC33 organisera un atelier ouvert intitulé « L'état de la science politique : la diversité ou l'unité dans un monde globalisé ». L'événement aura lieu à Helsinki, en Finlande, du 12 au 14 décembre 2013.

La rencontre fait partie d'une conférence conjointe intitulée « Perspectives de la science politique et des genres ». La conférence est organisée par les comités de recherche RC19 (Les sexes et la politique) et RC33 (l'étude de la science politique en tant que discipline), l'Association de science politique nordique (NOPSA) et l'Association de science politique finlandaise (FPSA).

Les propositions d'articles peuvent être envoyées au président du RC33 Erkki Berndtson, en incluant un résumé de 200 mots, à l'adresse suivante : erkki.berndtson@helsinki.fi

Pour plus d'information : <http://blogs.helsinki.fi/fpsaconference2013/>

Résumé de l'atelier : Notre connaissance de l'état de la science politique nécessite une constante mise à jour. Au cours des dernières années, plusieurs études ont été publiées sur la discipline dans plusieurs pays (par exemple, les articles présentés à la Conférence Internationale de l'AISSP à Montréal en 2008). Si les structures de la recherche et de l'enseignement supérieur d'aujourd'hui évoluent si vite, la plupart de ces études sont cependant déjà dépassées. Qui plus est, la plupart sont des comptes-rendus généraux de la science politique dans différents pays. Aussi importants soient-ils, il y a également besoin d'analyses plus spécifiques. Pour cette raison, l'atelier abordera l'état de la science politique sous trois angles différents :

- 1) L'impact des récents développements politiques et économiques sur la science politique comme discipline ;
- 2) l'impact des récents développements en éducation et en recherche sur la science politique comme discipline ;

- 3) l'état de la science politique dans la perspective de ses sous-domaines.

Des sujets plus détaillés répondent aux questions suivantes : Quelles sont les conditions de la recherche en science politique sous des régimes autoritaires ? La récente crise financière a-t-elle changé les conditions de la recherche en science politique ? Est-ce que le développement du marché académique mondial et la marchandisation de l'enseignement supérieur a affecté la science politique en tant que discipline ? Comment les nouvelles politiques éducatives, les réorganisations de l'enseignement supérieur et les changements dans les associations disciplinaires affectent la science politique en tant que discipline ? Comment la science politique fait-elle face à la montée des études interdisciplinaires ? Quel est l'état actuel des sous-domaines de la science politique (par exemple : les études électorales, les études de genre, les relations internationales, la théorie politique) ?

RC44 - Le rôle du militaire dans les processus de démocratisation

RC44 a été reconnu comme un groupe d'étude en 1988 et obtenu le statut de comité de recherche en 1999. Son nom a été changé de « Régime militaire et démocratisation » pour « Le rôle du militaire dans les processus de démocratisation ».

RC44 examine les processus, les contenus et les conséquences de l'intervention militaire dans les systèmes politiques des pays en développement. L'intervention militaire a été une caractéristique déterminante de ces pays à partir des années 1950. À la fin des années 1970 et au début des années 1980, des pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique ont connu une montée de l'opposition à la culture du régime militaire.

Ces développements ont donné lieu à un climat intellectuel où la recherche était nécessaire pour examiner ces mouvements démocratiques et leurs conséquences. RC44 a porté son attention sur l'économie politique des régimes militaires, la crise dans les relations civilo-militaires, et le rôle de l'armée dans les démocraties naissantes. Elle a aussi intégré des domaines de recherche qui ont émergé en réponse à l'évolution du rôle de l'armée au 21^e siècle. Les documents présentés par le RC peuvent se concentrer sur l'évolution du rôle de l'armée dans la promotion de la démocratisation, la modernisation, la stabilité sociale, la sécurité et la paix – ils sont basés sur des études de cas individuels ou des études portant sur un groupe de pays. Les articles pourront mettre en évidence les questions liées à la privatisation de la sécurité, la militarisation de la justice, les progrès technologiques défiant la sécurité nationale et internationale, la sécurité multilatérale, le militaire et les corporations, les traités mondiaux relatifs aux armes, l'armée et l'humanitarisme, et l'effet général de la mondialisation sur l'armée à l'ère d'une gouvernance mondiale quoique de plus en plus fragmentée.

RC44 encourage l'utilisation de la méthode comparative pour la recherche sur l'impact des facteurs socioculturels, politiques, géographiques ou économiques sur les relations civilo-militaires et/ou l'impact des relations civilo-militaires sur le développement politique et économique des pays étudiés. Plus précisément, le RC44 accueille des articles traitant de changements révolutionnaires du rôle de l'armée et/ou des changements dans les relations civilo-militaires dans deux ou plusieurs pays. Les articles pourront explorer les changements et les ambiguïtés actuelles ou envisagées dans des contextes locaux et/ou internationaux impliquant l'armée, y compris son rôle dans la lutte contre les menaces réelles et perçues. D'autres questions d'intérêt sont : l'atténuation des intérêts économiques de l'armée et le déplacement de l'éthique et des vertus militaires au 21^e siècle.

RC44 a soumis quatre panels pour le Congrès mondial de l'AISP. Les propositions de communications doivent être transmis aux responsables/co-responsables de l'un des panels suivants avant le 30 septembre 2013. Les résumés ne doivent pas dépasser 250 mots :

- Panel 1 : L'armée dans le monde globalisé quoique fragmenté du 21^e siècle.
- Panel 2 : Exploration du rôle de l'armée à travers une étude de cas géostratégique sur un pays spécifique.
- Panel 3 : Étude comparative du rôle de l'armée dans deux ou plusieurs pays dans le contexte des défis de la gouvernance contemporaine.
- Panel 4 : Transformer les relations locales et internationales et le rôle de l'armée.

Responsable : Dr. Asha Gupta, Université de Delhi, Inde
ashagupta3452@gmail.com

Co-responsable : Dr. Marlene Elwell, Université Bilkent, Turquie
marlene_elwell@yahoo.com

Secrétaire : Dr. Miroslav Mareš, université Masaryk, République Tchèque
mmares@fss.muni.cz

RC47 - Relations mondiales-locales

RC47 Relations mondiales-locales programmera ses sessions sur « Les réponses locales aux défis globaux » en conjonction avec la conférence annuelle de l'Association de science politique d'Europe centrale (CEPSA). Hébergée par l'Université métropolitaine de Prague - Plzen Branch, la conférence se déroulera du 24 au 26 octobre 2013. La CEPSA (créée en 2000) est une association régionale des associations de science politique (membres AISP) d'Autriche, de Croatie, République tchèque, Hongrie, Lituanie, Pologne, Slovaquie et Slovénie. Son président actuel (pour la période 2012-2015) est le professeur Ladislav Cabada (MUP-Plzen). Il n'y a aucun frais d'inscription, mais les participants seront cependant invités à assurer leurs frais de déplacement et les dépenses locales. La date limite pour proposer des articles et/ou vous inscrire en tant que participant est le 10 octobre 2013.

Le président du réseau de recherche du RC47 Relations mondiales-locales et président honoraire de la CEPSA, Jerzy J. Wiatr (jwiatr@ewspa.edu.pl).

RC48 - Culture administrative

Les valeurs publiques et les cultures politico-administratives



Les 21 et 22 juin 2013, RC48 Culture administrative a tenu un séminaire de recherche commun, en coopération avec l'Association russe de science politique (RPSA), intitulé « Valeurs publiques et la culture politico-administrative : Contextes russes et internationaux ». L'événement était

organisé par l'Université d'État de Saint-Pétersbourg.

Le professeur Leonid Smorgunov, vice-président du RC48 et président du conseil scientifique de la RPSA, entama le séminaire, après les discours de bienvenue du professeur Stanislav Yeremeev, doyen de la faculté de science politique à l'Université État de Saint-Pétersbourg, et du président du RC48, Dre. Rosamund Thomas (Université de Cambridge).



Des exposés ont été présentés par des chercheurs de Russie, de Finlande, de l'Inde, de Lituanie, d'Ukraine et d'Ouzbékistan. Le séminaire a également attiré des politologues de toute la Russie, des représentants des instituts et des universités de Saint-Pétersbourg, Moscou, Ekaterinbourg, Nijni Novgorod, Koursk, Ryazan, Barnaul, Astrakhan et Rostov-sur-le-Don.

Cette initiative conjointe a été stimulée par l'intérêt croissant pour la théorie des valeurs publiques, le potentiel de dialogue et de discussion dans un contexte de défis croissants dans l'administration publique et les développements dans la culture administrative.



Ce séminaire de deux jours a démontré que le concept de valeur publique peut être utilisé dans la théorie moderne et dans la pratique de l'administration publique pour surmonter la domination des approches étroites et trop simples qui marquèrent la dernière décennie. Ce concept offre une nouvelle façon de définir les objectifs ultimes des réformes contemporaines de l'administration publique dans les différents pays. Cela est particulièrement important pour les réformes de la fonction publique, puisque la théorie des valeurs publiques peut contribuer à de nouvelles façons de penser les problèmes dans la sphère publique à pointer les avancées praticables.

Le séminaire était à caractère interdisciplinaire. Son objectif principal était d'unifier les efforts des politologues à étudier les phénomènes de la sphère publique ainsi que de promouvoir l'étude approfondie des tendances actuelles dans la culture politique et administrative en Russie et au-delà.

Les résumés/synopsis des participants ont été publiés dans *Démocratie et Gouvernance*, le bulletin d'information sur la politique comparée du RC48. Pour consulter le site du réseau sur la politique comparée, visitez le : cp-rapn.ru



IPSA  **AISP**

23rd World Congress of Political Science
23^{ème} Congrès mondial de science politique

Challenges of Contemporary Governance
Les défis de la gouvernance contemporaine

July 19-24 juillet, 2014 ▶ Montréal, Québec - Canada

APPEL À CONTRIBUTIONS

Les défis de la gouvernance contemporaine

Nous vous invitons à partager les résultats de vos recherches sur des questions touchant directement les citoyens, leurs représentants politiques, associatifs et socioéconomiques, ainsi que les décideurs politiques et administratifs qui travaillent en permanence à améliorer la qualité de la gouvernance.

Veillez soumettre vos propositions en ligne

www.ipsa.org

Association internationale de science politique (AISP)

1590, av. Docteur-Penfield, bureau 331

Montréal (QC) H3G 1C5 - Canada

Tél : +1 514 848 8718 | Fax : +1 514 848 4095 | Courriel : Montreal2014@ipsa.org

DATE LIMITE :
7 octobre 2013